

N° 598

Semaine

du 14 au 21 février

1973

PRIX : 1,50 F

# informations ouvrières

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES

Organe de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière

## DIALOGUE

Sans autre forme de procès Pompidou est descendu dans l'arène électorale. S'en étonneront seulement ceux qui font semblant de croire que le président de la République se situe au-dessus et en dehors de la lutte des classes. Qu'ils aient été présidents de la III<sup>e</sup>, de la IV<sup>e</sup> République, tous ceux qui ont occupé cette fonction incarnent l'Etat du capital, l'Etat bourgeois : ils n'étaient pas neutres, ils ne pouvaient être neutres. Tout au plus « arbitraient-ils » entre les différentes couches et groupes politiques de la bourgeoisie. Et encore, toujours à l'avantage, en dernière analyse, du grand capital.

Moins encore que les présidents des Républiques précédentes, les présidents de la V<sup>e</sup> République ne sont « neutres ». En instituant la V<sup>e</sup> République, De Gaulle se dressait et dressait l'Etat bourgeois « au-dessus des partis », c'est-à-dire au-dessus de leur contrôle, mais toujours au nom d'une classe : la bourgeoisie et plus précisément la bourgeoisie des morio-

polis. L'intervention ouverte, directe, dans la lutte des classes, du président de la V<sup>e</sup> République est dans la nature de l'Etat, est dans la nature d'une République dont la Constitution de 1958, aggravée en 1962, définit la forme des institutions. Tous les actes de De Gaulle et de son successeur Pompidou sont des interventions dans la lutte des classes au compte du grand capital : ainsi lorsque de Gaulle réquisitionne, en 1963, les mineurs pour tenter de briser leur grève, ainsi au cours de la grève générale de mai-juin 58, pour ne citer que les exemples les plus démonstratifs. Tous leurs actes sont des interventions directes dans la lutte des classes tels les référendums. Pompidou intervenant au cours de cette campagne électorale, cela est conforme à la nature de la V<sup>e</sup> République. Il respecte son rôle de président de l'Etat du capital, il occupe sa place.

Repétez-le, les élections législatives sont un terrain de la lutte des classes, celles de mars 1973 en particulier. Tirant les leçons d'innombrables luttes, la classe ouvrière, les masses exploitées, la jeunesse, veulent les utiliser pour se regrouper et se donner les moyens de combattre afin d'imposer un gouvernement à elles. La « majorité », ombre de De Gaulle, ne fait que survivre à la défaite politique de De Gaulle. Pompidou le sait et il l'a dit au cours de sa conférence de presse :

« J'ai dit aux groupes de la majorité : ne parlez plus au nom de la majorité. La majorité est morte à partir du moment où l'Assemblée est morte. C'est fini. »

Au-delà de la majorité, c'est la V<sup>e</sup> République qui est en cause, et toutes ses institutions politiques indispensables à la défense du régime capitaliste. Pompidou descend dans l'arène.

Il tente désespérément de rallier les couches de la petite bourgeoisie qui furent la base électorale de la V<sup>e</sup> République. La méthode est classique. Il brandit le spectre du communisme qu'il identifie par ailleurs frauduleusement au stalinisme. Il tente de limiter les dégâts, d'éviter l'effondrement total de l'UDR et ses alliés. Cependant il prépare surtout le lendemain. Sous l'apparence de l'invective, Pompidou poursuit le dialogue engagé depuis plusieurs semaines avec Mitterrand et Marchais. Ceux-ci ne sont formellement engagés à respecter la V<sup>e</sup> République, sa Constitution, à laisser Pompidou en place, avec les pouvoirs à lui dévolus en application de la Constitution autoritaire.

Ce n'est pas assez. Pompidou les somme d'aller plus loin, toujours plus loin. Il affirme : Si le Parti Communiste se trouvait désavoué dans un vote ou par un Parlement, eh bien ! il ne reconnaîtrait pas sa défaite, il ferait appel à la grève générale grâce à la CGT, à des mouvements de rue comme nous en avons vu une répétition en mai 1968. »

Pompidou exige que le PS et le PCF s'engagent formellement, non seulement à ne pas avoir recours à l'action des masses, mais surtout à briser toute action des masses. Il n'est pas le seul, Robert Fabre radical « de gauche » se déclarait-il pas récemment :

« Si le contrat du Programme Commun devait être rompu du fait des communistes, il se trouverait un nouveau Ramadier au sein de la gauche socialiste et radicale pour traduire cette rupture en terme gouvernemental ». C'est-à-dire pour éjecter le PCF du gouvernement.

De ce point de vue, l'unité est totale entre Pompidou, Maurice Faure, Robert Fabre, tous les partis et les hommes politiques du capital : union sacrée pour sauver l'Etat bourgeois et ses institutions politiques, la V<sup>e</sup> République et sa Constitution.

Aux Pompidou, Fabre et autres Maurice Faure, il n'est qu'une réponse : front unique des partis ouvriers au cours de ces élections législatives contre les partis du capital ; en finir avec la V<sup>e</sup> République et sa Constitution.

À la classe ouvrière, aux masses exploitées, à la jeunesse, il faut ouvrir une perspective : un gouvernement sans représentant de la bourgeoisie, un gouvernement du PS et du PCF, partis qui peuvent lutter pour former ce gouvernement.

Ce combat est, au cours des élections législatives, après les élections législatives, le combat de l'OCI, de l'AJS, de l'Alliance Ouvrière.

## TOUS VICTIMES DE FOUCET-PEYREFITTE-FONTANET TOUS VICTIMES DU CAPITAL



### sommaire

Page 2 :

23 morts brûlés vifs (Témoignages).

Page 3 :

NESTERENKO LIBERE

La provocation Wolber-Gérès échoue.

Pages 4 et 5 :

Où vont les dirigeants de la Ligue Communiste (8) ?

Page 5 :

Le congrès de l'UD-CGT à Lyon.

Page 6 :

50 enseignants de l'Hérault, de toutes tendances, pour un gouvernement PCF-PS.

Page 8 :

Le 12 février 1934, le Front unique ouvrier est imposé de la base au sommet.

23 février - Mutualité

RASSEMBLEMENT  
DE LA JEUNESSE

A l'appel de l'A.J.S.  
de 19 h à l'aube

30 millions



A la fin de la campagne électorale, l'OCI publiera dans une brochure les bordereaux des sommes collectées au compte Itis, ainsi que les factures des dépenses effectuées et les notes de frais. Les révolutionnaires n'ont rien à cacher de leurs sources de financement.

L'OCI ouvre ses livres de comptes.

Dans la semaine du 3 au 10 février ont été collectés 51 377,00 F, soit 5 474,00 F de plus que la semaine dernière. Le mouvement des rentrées doit s'accélérer ainsi qu'en témoigne le bilan des dépenses.

ENTRÉES	
Sommes collectées au 3-2-73	192 726,00 F
Collecte du 3 au 10-2-73 :	
R. P.	25 841,00 F
Province	14 904,00 F
AJS	10 632,00 F

Total entrées au 10-2-73

244 103,00 F

SORTIES AU 3-2-73	
Avances Lille, Lyon, Saint-Etienne, Grenoble, Limoges, Nantes, Rouen, Clermont, Toulouse, Montpellier, Avignon, Paris-9 <sup>e</sup> , Paris-19 <sup>e</sup> , 78, 91, 92, 93, 94, 95	117 880,00 F
Voyages	84 960,00 F
Expéditions	2 790,00 F
Badges AJS	542,00 F
Tract AJS	960,00 F
Locations voitures	1 900,00 F
Sonos	350,00 F
Gardes AJS	100,00 F

SORTIES AU 3-2-73

244 103,00 F

Journal, documentation	1 000,00 F
------------------------	------------

Total des dépenses au 10-2-73

213 087,00 F

En caisse au compte Itis : 244 103,00 F moins 213 087,00 F, soit 31 016,00 F

# 23 morts brûlés vifs

## TÉMOIGNAGES

M. Alain Peyrefitte, ancien ministre de l'Education Nationale, secrétaire général de l'UDR, a dénoncé « certaines associations politisées de parents ».

Témoignage de Hervé Oget, professeur au lycée technique d'Aulnay, parent d'élève.

Le mardi 6 février 1973, ma fille Frédérique (13 ans et demi) s'est rendue au cours de solfège du Conservatoire Municipal du 19<sup>e</sup> qui avait lieu pour la deuxième fois au CES, 35, rue Edouard-Pailleron (...).

A 20 h 30, 10 minutes environ plus tard que d'habitude, Frédérique est rentrée à la maison. Elle était couverte de suie et ses habits sentaient fortement le brûlé. Elle criait : « Il y a le feu au CES, c'est très grave, les petits n'ont pas pu sortir ! » Elle avait énormément de mal à respirer (...).

Je me suis rendu au commissariat où j'ai constaté que les parents étaient orientés vers la mairie. Là, les représentants de la mairie faisaient « patienter » les gens, soit en propagant les plus faibles espoirs, soit en les envoyant se renseigner INDIVIDUELLEMENT dans les hôpitaux. Les parents ont quitté la mairie vers 3 heures du matin — après que les autorités leur eurent encore laissé de l'espoir... Pour moi, j'ai revécu la même atmosphère de mensonge que lors de la catastrophe de chemin de fer de Vierzy où j'ai perdu des membres de ma famille. On nous a fait attendre dans les mêmes conditions de non-information précise durant quatre jours.

D'après le témoignage de ma fille, le cours de solfège avait lieu dans une salle du deuxième étage, salle 210, salle contiguë à celle de géographie. Vers 19 h 40, il y a eu du bruit, des cris, mais qui n'étaient pas inquiétants et qui ont été interprétés comme du chahut. Vers 19 h 45, un jeune homme a ouvert la porte en criant : « Il y a le feu ! ». Le professeur a fait ranger les affaires. Les élèves se sont précipités vers l'escalier qui se trouvait en face de la salle 210. Mais ils ont rapidement refusé vers le professeur car il y avait déjà beaucoup de fumée dans la cage d'escalier. C'est alors que la lumière a été éteinte. M. Jollivet, le professeur, consterné a crié : « Je suis là, venez par ici ! » pour guider ses élèves, dont les plus jeunes (6 ans) appelaient leur maman. Il a tenté de guider ses élèves vers l'autre escalier, mais la fumée était de plus en plus épaisse, au point que, avec l'absence de lumière, on ne pouvait distinguer aucune ombre. M. Jollivet a fait revenir ses élèves dans la salle 210.

Il s'est rendu dans la salle de géographie contiguë où il n'y avait pas de fenêtre. Il a appelé ses élèves. Mais à peine quelques-uns étaient-ils là que les flammes sont apparues à la cloison, près de la porte donnant sur le couloir. M. Jollivet a fait refluer ses élèves dans la salle 210. Il a, avec son poing, cassé une fenêtre, aidé par un élève qui avait saisi une chaise. C'est alors que les premiers pompiers posaient contre le mur une échelle qu'ils avaient portée sur leur épaule. Il y avait deux pompiers et une personne en civil. Les élèves ont été descendus sur la terrasse au niveau du premier étage où ils ont attendu longtemps (au moins plus de cinq minutes). Puis ils ont été descendus sur un terre-plein en contrebas à l'aide d'une échelle de peintre apportée par des voisins, et enfin de ce terre-plein jusqu'au niveau de la rue.

M. Guichard, ancien ministre de l'Education nationale, déclarait en 1970, parlant du problème de la construction scolaire :

Il convient tout d'abord de remarquer que toute innovation comporte en elle-même un certain risque et que l'industrie a besoin d'innovation... L'emploi de ce mode de construction a été décidé et poursuivi afin de faire le meilleur usage des crédits dont dispose le ministère de l'Education nationale face à ses besoins de construction.

Témoignage :

Alain Poizat, agent technique aux Constructions Modulaires, entreprise qui a construit le CES de la rue Edouard-Pailleron où 20 enfants, 2 professeurs et le concierge de l'école sont morts, brûlés vifs :

La catastrophe du CES Edouard-Pailleron pose les problèmes suivants :

1) La nature des normes de sécurité. Il y a des règlements à respecter. Les matériaux sont choisis selon des normes par l'Etat. Ceux utilisés au CES ont été classés comme « difficilement inflammables ». L'on constate que le bâtiment s'est embrasé avec une telle rapidité, tous les témoins l'ont constaté, que l'on doit admettre que le classement « matériau difficilement inflammable » apparaît comme une clause de style.

Il ne faut pas cacher que dans ce genre de constructions industrialisées, les prix, tirés au maximum par le gouvernement, la concurrence que se livrent les différentes sociétés de construction, repoussent la sécurité jusqu'à son extrême limite.

2) Néanmoins, un incendie est toujours possible. C'est pourquoi la lutte contre l'incendie ne devrait pas se limiter à la solution des seuls problèmes de prévention et de limitation des dégâts. Ainsi, dans les banques, des systèmes de lutte efficaces contre l'incendie existent. DéTECTeurs, alarmes de foyers, souvent doublés d'un système d'arrosage automatique de foyers. De tels systèmes réduisent considérablement la progression d'un incendie et surtout auraient pu empêcher la terrible catastrophe du CES Edouard-Pailleron.

EVIDEMMENT, CES DISPOSITIFS COUVENT CHER.

Alors je pense qu'une société, la société capitaliste, qui sacrifie la vie d'un enfant à des calculs de prix de revient au mètre carré, est condamnée par l'histoire. Il faut en finir avec le régime capitaliste en luttant pour l'expropriation des capitalistes.

M. Christian Fouchet, ancien ministre de l'Education nationale qui a inauguré les CES que ses successeurs MM. Peyrefitte, Faure, Guichard et Fontanet ont mis en place :

De toute ma vie je n'ai jamais éprouvé un tel sentiment de honte et de tristesse, presque d'accablement. Voilà où réside l'absence d'élevation morale, l'abandon des adultes, le déferlement de la violence et de la pornographie.

### LES ENFANTS PERDUS

Ce sont ceux qui, à 11 ou 12 ans, selon la réforme d'octobre 1963 qui a créé les CES, sont « orientés » dans les classes de transition de 6<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et ensuite les classes de 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> pratique.

Ces classes constituent dans les CES qui accueillent soi-disant « démocratiquement » tous les enfants de 11 à 16 ans, de vrais ghettos dont ils ne peuvent sortir. Elles concernent les élèves qui n'ont pu être accueillis dans les sections 1 et 2 des CES, c'est-à-dire les victimes jugées irrécupérables de retard scolaire et du pourcentage imposé par l'Administration et selon les normes du VT Plan : 40 % en section I, 40 % en section II et 20 % en section III.

Il est exclu que ces élèves puissent jamais suivre un enseignement général comme leurs autres camarades du même établissement. Même les cours d'éducation physique sont séparés. Ils sont donnés par l'instituteur chargé de la classe et non par un professeur d'éducation physique comme pour les autres élèves.

Aucun rattrapage possible, aucun avenir professionnel.

C'est l'enfer dans la maison comme le disait un enseignant, dès la mise en place.

Dans cet enfer, les instituteurs eux-mêmes ne peuvent exercer leur métier d'enseignant, la dégradation permanente du niveau des élèves enlevant tout espoir de satisfaction, donc de motivation professionnelle. C'est le système D total. Certains imaginent des cours de danse, d'autres leur font faire un peu de cuisine, quand ils disposent d'un fourneau, d'autres imaginent d'autres moyens pour « maîtriser » la classe dont la révolte gronde en sourdine ou éclate parfois.

A l'appel de l'AJS, le 23 février à la Mutualité

de 19 heures à l'aube

RASSEMBLEMENT DE LA JEUNESSE

## L'U.C.L. témoigne

Le mardi 6 février, le CES de la rue Edouard-Pailleron a brûlé. 23 jeunes et enseignants sont morts carbonisés.

Monsieur Christian Fouchet, ancien ministre de l'Education nationale, auteur du premier plan de sélection, de déqualification, des lycéens et des étudiants, vient dans une déclaration de désigner les coupables : ce sont, selon Monsieur Fouchet les parents et les enseignants « qui ont démissionné » devant leurs enfants.

Monsieur Christian Fouchet est le ministre de l'Education nationale qui a décidé que les jeunes seraient dirigés vers les CES.

La manœuvre de Monsieur Fouchet est claire : il veut faire retomber les responsabilités sur les lycéens, les enseignants et les parents. Il cherche à « culpabiliser » les parents et les enseignants. Il cherche à nous culpabiliser, nous, lycéens.

Monsieur Christian Fouchet fut l'un de ceux, avec les ministres Edgar Faure et Fontanet, qui ordonnèrent la construction des CES du type d'Edouard-Pailleron (...).

PAS VOUS, PAS CA

Vous êtes l'artisan de la déqualification, un de ceux qui expliquent que l'enseignement du français et de l'orthographe est devenu inutile. Bien évidemment, pour un défenseur du régime capitaliste qui veut former une masse de main-d'œuvre vouée au travail déqualifié, au chômage et aux bas salaires, la culture est un luxe.

Alors qu'il faudrait améliorer les conditions de l'enseignement, Messieurs Fouchet et Fontanet, qui eux ne veulent pas améliorer la qualité de l'enseignement, cherchent à détruire, à démanteler les bases de la culture, qui seules peuvent donner à la jeunesse l'apprentissage de l'humanité.

Servir la société capitaliste, qui sacrifie la vie d'un enfant à des calculs de prix de revient au mètre carré, telle est la morale de Monsieur Fouchet et de ses successeurs (...).

LYCEENNES, LYCEENS,

Monsieur Fouchet tente de nous rendre responsables des conséquences de la politique du gouvernement. M. Fouchet ose parler de « morale », alors que Michel Debré, en supprimant les sursis, veut nous envoyer à l'armée, école par excellence de « morale » : voir au Tchad et au Vietnam.

Monsieur Fouchet tente, à la veille des élections, de dresser les enseignants, les parents, contre les lycéens et la jeunesse.

PAS VOUS, PAS CA, MONSIEUR FOUCHE !

## Par milliers solidaires de Berg

Emus par le procès Kaspereit contre Charles Berg, confiants en magistrats, espérons relaxe. Télégramme de la section du Parti socialiste de la Caisse centrale Assurances sociales, Argonne 19.

47 travailleurs de l'Argonne (sécurité sociale) ont signé le télégramme suivant : « Indignés par poursuites contre Berg, exigeons relaxe ».

Des dizaines d'autres télégrammes adressés par des travailleurs, des jeunes, au tribunal de grande instance.

Un millier de signatures de lycéens parisiens, adressant une lettre ouverte au président du tribunal.

Plus de cent signatures d'universitaires parisiens exigeant la relaxe de Charles Berg.

Le samedi 10 février, le procès intenté par Kaspereit contre Jeune Révolutionnaire et contre Charles Berg n'a pas eu lieu.

Kaspereit aurait voulu que ce procès ait lieu avant les élections. LE PROCES EST REPORTE AU 5 MAI 1973, APRES LES ELECTIONS.

Kaspereit n'a pas fait faire Jean-Pierre Speller, candidat de l'OCL et de l'AJS dans le 9<sup>e</sup> arrondissement, qui continuera à dénoncer les procédés de gangsters.

## contre la loi débré

Les lycéens de Cachan ont décidé de se mettre en grève pour obtenir l'abrogation de la loi Debré supprimant leurs sursis et pour la reconnaissance du DUT (Diplôme Universitaire de Technologie) dans les conventions collectives. Refusant de partir à l'armée sans aucun diplôme, plusieurs milliers de lycéens d'Orléans et de Marseille avaient décidé la semaine dernière d'engager l'action contre Debré et son arsenal législatif et répressif.

Ces mouvements expriment le profond mécontentement de centaines de milliers de lycéens face aux conditions d'études et aux « perspectives d'avenir » offertes par le pouvoir. Comme le disait récemment un haut-fonctionnaire : « Un lycéen coûte dix fois plus cher qu'un soldat du contingent ». La conséquence logique du système du profit est évidemment : chasser les lycéens des lycées et pour cela mettre en application la loi Debré.

C'est ce qu'ont refusé les élèves du lycée technique de Cachan depuis cinq jours en votant la grève illimitée jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

La Commission permanente du lycée de Cachan décide vendredi 9 février de fermer le lycée le lendemain. Lundi après-midi, elle renouvelle une fois encore sa provocation en décidant de fermer le lycée du 13 au 26 février, c'est-à-dire en lock-outant mille lycéens.

Dès le début de ce mouvement, les lycéens en grève en appellent aux organisations des parents d'élèves et des professeurs de lycée pour que celles-ci soutiennent leur combat afin que l'unité des lycéens, des parents et des enseignants rassemble l'administration. Mais ces organisations ont refusé de se joindre à la protestation unanime permettant ainsi au gouvernement d'isoler davantage les lycéens.

Lundi 12 février, à 8 h, des tracts de la J. C. et de la Ligue Communiste étaient diffusés aux portes du lycée. Ils appelaient les lycéens à la reprise des cours en ces termes :

« Aujourd'hui, continuer la grève, c'est inefficace, parce que le Parlement qui prendra les décisions ne sera élu que les 4 et 11 mars prochains. C'est donner prétexte au pouvoir actuel pour appliquer ses lois antidémocratiques contre les lycées » (Mouvement de la Jeunesse Communiste de France).

« Nous pouvons rentrer en cours forts de ce rapport de force qui reste favorable, forts des leçons de la grève... Nous devons préparer la poursuite de la lutte par une campagne de mobilisation de l'opinion publique. » Et la Ligue communiste de conclure son tract signé d'un présumé « Comité de grève » : « Venons tous discuter de ce bilan et des actions futures ».

Les lycéens de Cachan ont répondu à l'issue d'un vote organisé classe par classe par la J. C. et la Ligue communiste appelant à reprendre les cours en attendant des « jours meilleurs ». Ils ont décidé par 437 voix contre 320 la poursuite de leur combat pour la satisfaction de leurs revendications.

Reunis en Assemblée générale lundi à 15 h, ils décident sur proposition de l'un d'entre eux, militant de l'AJS (UCL), de s'adresser à l'UNEF, aux Fédérations de parents d'élèves, à la FEN, en rédigeant la résolution suivante adoptée à l'unanimité des participants à l'A. G. :

« Nous, lycéens de Cachan, qui sommes en grève depuis 4 jours pour la suppression de la loi Debré, réunis en A. G., nous apprenons que la direction du lycée a décidé de fermer le lycée du 13 au 26 février. Nous nous adressons à la FEN, aux Fédérations de parents d'élèves, à l'UNEF, afin qu'elles interviennent pour la réouverture du lycée sans conditions. »

Nous venons d'apprendre que la FEN du Val-de-Marne, ainsi que l'UNEF ont décidé de soutenir le combat des lycéens de Cachan.

L'AJS (UCL) qui vient de rassembler plusieurs centaines de lycéens en répondant à l'appel de l'UNEF lors du meeting de la cour de la Sorbonne, est aux premiers postes du combat pour l'abrogation de la loi Debré. Avant pendant et après les législatives, la lutte contre la loi Debré, contre le gouvernement, est indéniable. L'AJS (UCL) ne ménagera pas ses efforts pour lever les obstacles à sa réalisation.

# Nesterenko libéré

à Dijon, les délateurs face aux étudiants

## la provocation Wolber-CERES échoue

Le 31 janvier au soir, dans le cadre de la machination dont nous avons apporté les preuves, montée par Wolber, vice-président de la MNEF, Nesterenko et ses camarades étaient jetés en prison.

Depuis une semaine, les prises de position, les protestations se sont multipliées. Un meeting de l'intersyndicale des Beaux-Arts rassemblant les syndicats UPEA-UNEF, l'UNEF, le SNEA, le SNE-Sup Mathématiques de la Halle aux Vins s'est tenu le 9 février à l'Ecole des Beaux-Arts. Des militants de toutes organisations étudiantes (PS, UEC, Ligue communiste) ont pris position individuellement. Au total, avec près de 4 000 étudiants parisiens, 1 500 étudiants lyonnais et ceux de toutes les villes universitaires, ce sont au bas mot 10 000 étudiants français qui ont exigé la libération du secrétaire général de l'UNEF.

Signalons en passant que de nombreux militants de la Ligue ont déclaré légitimement qu'ils attendaient pour signer la prise de position de leur organisation. Rouge a pris position : son numéro du 10 février s'allie tranquillement à l'attitude de la presse d'ordre qui, à l'exception de *Combat*, s'est refusée à publier une ligne des pièces à conviction, témoignages dignes de foi fournis par l'UNEF pour la défense de Nesterenko.

Pour Rouge comme pour *Le Monde*, *Le Figaro*, *l'Humanité*, la cause est entendue : il faut laisser brûler les urnes de la MNEF et emprisonner les syndicalistes étudiants qui s'y opposent.

### J.-P. BRACHET

#### Secrétaire fédéral du Parti Socialiste déclare :

Ayant pris connaissance, par des sources diverses, des incidents survenus à Lille à l'occasion des élections à la Mutualité Nationale des Etudiants de France, incidents qui ont entraîné l'incarcération de cinq militants de l'UNEF et de l'AJJS, j'estime en tant que militant socialiste (qui ne partage pas les positions de l'OCI-AJS) inadmissible le recours, contre les militants précités, à des méthodes frauduleuses et violentes se substituant au débat démocratique qui doit être la règle dans le combat socialiste, quelles que soient les divergences tactiques ou stratégiques.

### J.-P. BRACHET

Ancien président de la MNEF à Rennes (années universitaires 1960-1961 et 1961-1962)

Secrétaire fédéral du Parti Socialiste en Maine-et-Loire Angers, le 8 février 1973

D'autant plus significatifs sont les événements du 7 février à Dijon. Ils attestent tout à la fois de la haute conscience des masses étudiantes, de leurs intérêts et de la déroute de tous ceux qui ont cru qu'on pouvait impunément tromper, frauder et provoquer, de ceux qui ont confondu trop vite leur haine du l'UNEF et du trotskysme avec les sentiments et la conviction de milliers d'étudiants qui, chaque jour, voient les syndicalistes étudiants combattre la bourgeoisie.

31 janvier, Dijon : A l'appel de l'UNEF, 700 étudiants et lycéens manifestent dans la rue contre la suppression des sursis et la sécession. A leur tête, J.-P. Brenelin, président de l'AGED-UNEF.

31 janvier, Dijon : Les élèves des IUT et des lycées techniques entrent en grève. Le 8 février, ils manifesteront dans la rue avec, à leur tête, l'UNEF.

#### CERES : CANDIDATURE OFFICIELLE

31 janvier : Dijon : A la section MNEF de Dijon à 11 h, heure limite pour toutes les listes, J.-P. Brenelin dépose les candidatures de la liste UNEF. La liste « Union de la gauche » CERES-UEC n'est pas complète, faute d'un nombre de participants suffisant. Le « contrôleur » impartial Patrice Finel, comparse de Wolber, membre du CERES, décide que le dépôt est repoussé de 5 heures. A 16 heures, les deux listes sont déposées. C'est alors que M. Finel conteste la qualité d'étu-

dants des membres de la liste UNEF, prétextant que 7 cartes d'étudiants ne sont pas signées des titulaires. Sur sa demande, les signatures lui seront envoyées par recommandé.

L'AGED-UNEF appelle dans toutes les facultés les étudiants de Dijon à se prononcer en masse le 7 février contre les faussaires de la Mutualité, contre les délateurs de Nesterenko. A Dijon, plus encore qu'à Lille, l'issue du scrutin ne saurait faire de doute.

Après les fraudes, les dénonciations à la police, l'embauche de « viseurs » rétribués, le gang Finel-Wolber allait se trouver face aux suffrages étudiants. C'en était trop pour ces vaillants dirigeants de CERES.

Le 5 février, Patrice Finel décide l'invalidation de la liste UNEF pour vice de forme. L'indignation est générale. La liste union de la gauche de Finel devient liste unique, candidature officielle pour 7 000 cotisants à la Mutualité.



Finel et son hussier.

Mais les faussaires sont allés trop loin. Etrangers au milieu étudiant, il croient qu'à l'aide de calomnies et de fraudes, couvertes par les complaisances de la presse, ils pourront manipuler à leur guise ces « bêtes à voter » qui sont pour eux les masses étudiantes.

Le 6 février, le BN de l'UNEF décide le boycott des élections à la MNEF de Dijon. Le 6 février, l'avocat de l'UNEF, M. Jouffa obtient la nomination d'un mandataire de justice chargé d'une mission d'information sur le fonctionnement de la MNEF.

Le 5 février, le président de l'UNEF, Michel Sérac, est reçu par le président du conseil d'université de Dijon, le représentant du recteur et le directeur du cabinet du Préfet. Il informe les autorités universitaires et administratives de la décision du syndicat étudiant et des consignes données à tous les militants de déjouer toutes provocations qui pourraient, comme à Lille, être organisées pour semer la confusion.

Le 6 février à 12 heures, dans toutes les salles de restaurants, les militants de l'AGED et le président de l'UNEF prennent la parole : « Etudiants de Dijon, vous êtes appelés à voter aux élections de votre mutualité. Vous n'avez pas le choix, vous devez être à 100 % la liste unique validée par M. Finel. Vous devez voter pour les bourgeois d'urnes, pour les faussaires, pour ceux qui ont fait jeter en prison Nesterenko et ses camarades. Vous savez maintenant la raison de la provocation de Lille : liste unique à Dijon Wolber-Finel, candidature officielle, élections à la grèque et à l'espagnole. Vous n'accepterez pas. L'UNEF vous appelle au boycott des élections truquées. »

Le matin du 6 février, des affiches du CERES et de l'UNEF-Renouveau (UEC) annoncent un meeting contradictoire à 17 h 30 avec... Wolber. Etonnante visite : Wolber, prétendument « torturé » par Nesterenko le 31 janvier, au point d'avoir 12 jours d'arrêt de travail, tiendrait meeting à Dijon 5 jours après la « torture » ? Les « martyrs » du CERES comprennent leur bêtise : c'est Finel qui parlera.

Ce qui s'est passé ce soir-là et le lendemain à Dijon restera dans la conscience de milliers d'étudiants.

A 17 h 30, dans l'amphi Aristote, se pressent 250 à 300 étudiants. A la tribune, avec le président de l'UNEF, deux présidents de sections de la Mutualité (Grenoble et Orléans). A quelques pas, quelques dizaines d'étudiants avec Finel, moins en tout cas que de noms sur sa liste. Avec Finel quelques staliniens, syndicalistes non étudiants sont venus « faire » la salle. On remarque quelques lycéens (les chiffres sont attestés par la presse locale).

### NE PAS CROIRE SUR PAROLE

Immédiatement, Michel Sérac annonce que l'UNEF ne demande pas aux étudiants dijonnais de la croire sur parole. Toutes les affirmations seront appuyées sur des faits et témoignages. Il propose qu'immédiatement après son exposé, une délégation du meeting aille inviter Finel à présenter sa version des faits et l'accusation de tortionnaires portée sur les cinq de Lille.

Un vote unanime approuve cette proposition. Spontanément, une dizaine d'étudiants accompagnent le président de séance dans l'amphi Bachelard. Ils veulent établir leur jugement. Le meeting attend. Dans l'amphi Bachelard, la proposition démocratique est faite à Finel qui interrompt son meeting et quitte la faculté. Ni la presse, ni le CERES, ni les staliniens ne pourront prétexter de présion ou de violence.

Le 7 février au matin, tout le monde est au courant. Pas seulement les étudiants : les employés de l'administration, les enseignants, les serveuses de la cafétéria, originaires du Nord, communiquent à l'UNEF un article crapuleux de *Nord Matin* accusant l'AJJS de détourner les fonds de la Mutualité et d'avoir partie liée avec « Ordre Nouveau ».

A Dijon, tout le monde connaît l'UNEF et son président Brenelin. Tous ne sont pas d'accord avec le syndicat, mais tous s'accordent pour condamner son invalidation et l'infamie de la liste unique. « Le CERES, qu'est-ce que c'est ? » demandent les étudiants. « Ceux que vous aurez élus ce soir à 100 % des suffrages » répondent en plaisantant les militants UNEF.

Alors arrive Finel, avec ses urnes. L'AGED appelle tous les étudiants qui se rendent à leurs cours à venir faire connaissance avec « l'organisateur » des élections d'Amiens, de Lille, avec celui qui veut les faire voter pour lui sur liste unique après avoir jeté en prison et invalidé les opposants.

Ce jour-là, dans tous les halls de fac (il ne se risque pas dans les amphis), dans les restaurants, Patrice Finel sera accusé par les étudiants de Dijon : « Finel faussaire, Finel mouchard, libérez Nesterenko ! »

L'épreuve décisive se situe aux restaurants universitaires. Quatre à cinq mille étudiants y passent en 2 heures. Dès midi, les militants de l'AGED-UNEF sont intervenus dans toutes les salles pour annoncer la venue de M. Finel et de son urne. Intérêt, curiosité, colère : tout concourt à faire de l'arrivée de l'urne un événement.

Quand M. Finel arrive au restaurant Mansard, ils sont 700, 800 dans les queues et la cafétéria. On distribue à la porte le journal de l'AGED-UNEF. En première page : J.-P. Brenelin en tête de la manifestation contre les sursais. Le président de l'UNEF monte sur une table et



A Dijon les urnes scellées... et vides.

présente Finel et ses amis : « Regardez le bien, vous ne le verrez dans aucun amphithéâtre, aucune grève, aucune manifestation. Venez voir ceux qui dénoncent des camarades à la police. Venez voir ceux qui s'éliront eux-mêmes ce soir à 100 % au nom de 7 000 étudiants. » On se lève, on se presse autour de Finel : « Ecoutez-vous qu'on le voie. » On attend qu'il parle, qu'il s'explique, en vain. La poignée de militants de UEC et CERES essaie de se cacher derrière Finel, qui essaie de se cacher derrière son urne.

« Posez-lui vos questions, disent les militants UNEF. Il ne répondra pas. Mais ne lui donnez pas votre identité, il vous dénoncerait à la police. »

Aucune violence, aucun coup. Ce n'est pas la méthode de l'UNEF. Mais des centaines d'étudiants qui accompagnent M. Finel : « Finel faussaire, Finel mouchard, libérez Nesterenko ! »

Il y aura un votant à Mansard. Deux dans l'autre restaurant. Un militant de l'UEC se présente pour voter. On veut le voir. On veut connaître ceux qui approuvent l'emprisonnement des militants UNEF. Il est bon de savoir aux côtés de qui on travaille. Il range sa carte et s'enfuit au milieu des rires.

Heure après heure, le nombre de votants est communiqué au micro. En médecine, les étudiants ont reconnu 3 CDR et un militant de la FNEF. Contre l'UNEF, tout est bon. Scandalisés, des étudiants en médecine adhèrent à l'UNEF. Deux maiestes de Front Rouge. Contre le trois-

### Déclaration de l'UD-FO de Loire-Atlantique

La Commission administrative de l'Union départementale CGT-Force Ouvrière de Loire-Atlantique, réunie à Nantes le 6 février 1973, après avoir pris connaissance du dossier des élections à la Mutualité Nationale des Etudiants de France, qui laisse apparaître l'utilisation par certaines tendances, de méthodes scandaleuses allant de la violence au bourrage des urnes, complétées par l'invalidation pure et simple des listes adverses, comme à Dijon, rappelle que ces méthodes ont été également utilisées contre les militants Force Ouvrière, notamment à la SNIAS à Toulouse.

La CA de l'UD-FO renouvelle son appel constant au respect de la démocratie ouvrière, respect qui entraîne pour toutes les tendances l'exercice de la

liberté d'expression et le contrôle de leur représentativité.

Il faut ajouter que de telles méthodes entraînent des conséquences graves dans la gestion même de la Mutualité des Etudiants, et que par contre-coup, c'est le régime général de la Sécurité sociale qui risque d'être atteint.

La CA de l'UD, s'indigne que des militants, responsables de l'UNEF aient pu, à Lille, être arrêtés par la police, pour avoir tenté de faire respecter la légalité des opérations électorales.

exige la libération immédiate de militants responsables de l'UNEF, victimes d'une provocation, et incarcérés à la demande d'étudiants appartenant au CERES.

Nantes, le 6 février 1973

### 7 000 ETUDIANTS : 72 VOIX A LA LISTE CERES-UEC

Il y a 42 noms sur la liste unique. A midi, 32 seulement ont osé voter. Un journaliste crypto-stalinien de Dijon écrira le lendemain :

« Hier à Dijon, Michel Sérac, président de l'UNEF (AJJS) a affirmé sans aucun gêne : « Nous publierons la liste de ceux qui ont voté ». On prend le nom du votant et pendant que celui-ci remplit la formalité, les gens de l'AJJS monoguent : « A voté pour la liste unique, a voté contre l'UNEF. »

Sans aucun gêne en effet : le boycott des élections truquées est une action de masse. Il ne s'agit pas d'approuver ou non l'UNEF. Il s'agit de savoir si les étudiants de Dijon se laisseront basculer par ceux que l'on fera voter à la manière des Etats fascistes, sur liste unique. Il ne s'agit pas de votants exprimant une opinion. Il s'agit de jeunes, comme dans une grève, qui ne méritent que le mépris. La gêne, la honte, c'est sur le visage des militants CERES que les étudiants de Dijon l'ont trouvée.

kyane tout est bon. Quelques bigotes aussi.

Il est 18 heures. Patrice Finel est élu à Dijon par 100 % des soixante-douze votants, soit des 42 de la liste plus 30 étudiants sur toutes les facultés. Il y a eu 9 heures de scrutin et pas une bagarre.

Aucun militant du CERES ou de l'UEC, dans aucun amphithéâtre, aucun restaurant, n'a pris la parole.

### PLUS DE 1 000 ETUDIANTS AVEC L'UNEF

Dans le même temps, plus de 1 000 étudiants se prononcent pour l'invalidation des élections truquées et pour la libération de Nesterenko, 530 F étaient collectés par pièces de 1 et de 5 F. Huit étudiants adhéraient à l'AER. Au dépourvu, J.-P. Brenelin annonçait le recours en justice de l'UNEF pour l'invalidation des élections.

M. Finel est victorieux ! Mais une pensée sans aucun doute vient ternir son triomphe de haute lutte sur les étudiants de Dijon : les élections de Châlons-en-Champagne, à Clermont-Ferrand, à Grenoble, où l'opposition prépare déjà à l'accueillir. Et puis, il faudra bien recommencer celles de Lille.

# Trois positions

Mercredi 7 février, les grévistes du 38 prennent le dessus. Ils n'ont pas arraché le coefficient 162, c'est-à-dire les 0,65 F. reconnaissance que, à travail égal, le salaire doit être égal.

Ils ont repris le travail avec 0,10 F le 1<sup>er</sup> février et 0,10 F au 1<sup>er</sup> avril. Il y aura donc passage dans la grille des salaires de la classe 5 à 9, indice moyen et maxi, 4 jours de grève sur 7 payés et 80 % de la prime trimestrielle. Tels sont les résultats de la grève déclenchée le 30 janvier.



27 mai 1968 : à Séguy : « Ne signez pas ».

La cause immédiate de la grève, c'est la volonté des travailleurs de ne pas accepter l'injustice avec laquelle aux usines Renault comme ailleurs, le patronat et les directions refusent la qualification, opposent les catégories entre elles. Mais cette politique des capitalistes et de l'Etat commence à se retourner en son contraire.

Les travailleurs comprennent de plus en plus que c'est dans la solidarité et par l'unité qu'ils pourront arracher les revendications.

La grève du 38 est également importante à un autre titre. Dans la grève, toutes les tendances et toutes les organisations ont été présentes. On peut qualifier trois positions.

La première, celle des organisations « gauchistes » avec les mains : Comité de lutte ; la Ligue, « L.O. » pour qui la grève devait être uniquement dirigée par les travailleurs, à l'exclusion des organisations syndicales. C'était là diviser.

La deuxième, celle de la direction de la CGT qui estimait inopportun la grève dans la période électorale, et par là même était prête, dès le départ à accepter les propositions de la direction, que les grévistes refusaient. C'était là diviser.

La troisième, celle que les travailleurs ont cherché à réaliser et qui s'est exprimée dans les deux tractes du « Comité de grève ». Le premier appel du « Comité de grève », en date du 2 février 1973 qui déclarait continuer la grève devant le refus de la direction se terminait ainsi : « Les syndicats CGT, CFDT et CGT-FO soutiennent nos revendications et notre action ». Le deuxième, en date du 6 février 1973 affirmait : « Le comité de grève est convaincu que seules

l'action et l'unité des travailleurs, avec le soutien des organisations syndicats CGT, CFDT, CGT-FO peuvent faire céder la direction, comme ce fut le cas pour les travailleurs de la DIP (grève unitaire couronnée de succès dans un autre département) ».

Cela, c'était la voie de l'unité, que les militants de l'OCI et de l'Alliance ouvrière ont soutenu. En effet, si le comité de grève du 38 n'a pu diriger effectivement la grève, c'est parce que les organisations syndicales n'étaient pas effectivement partie prenante dans le Comité de grève. C'est pourquoi l'unité n'a été réalisée partiellement que sous la pression des grévistes réunis en Assemblée générale.

La leçon à tirer est celle-ci : il faut réaliser le Front unique ouvrier, c'est-à-dire unir les deux composantes qui peuvent assurer l'unité, la solidarité et le succès d'une grève : le comité de grève rassemblant les grévistes élisant leurs délégués et les représentants des syndicats, les Assemblées générales contrôlant chaque jour la grève et décident.

Opposer les grévistes aux syndicats, et vice-versa, c'est diviser.

## Juquin n'a rien à dire

Le 6 février s'est tenue au 10, rue de Solferino, une Assemblée-Débat organisée par la CGT sur le Programme Commun, pour les employés du Ministère de l'Education Nationale, avec P. Juquin et un représentant du PS. Deux cents présents environ.

Un militant de l'OCI a pris la parole pour expliquer comment la politique de démantèlement du secteur public entreprise par le gouvernement se traduisait sur le terrain du Ministère par la tentative de faire passer le Service Informatique des statistiques au secteur privé et qu'aucun service du Ministère n'était à l'abri de telles mesures si ce gouvernement restait en place. Ce camarade a expliqué que les radicaux de gauche (M. Faure dixit...) ne reniaient pas le manifeste de Servan-Schreiber alors que dans ce manifeste est défini noir sur blanc le démantèlement d'ensemble du Ministère de l'Education Nationale.

Juquin : « Oui, oui, c'est vrai, vous seriez « défonctionnarisés ! » (Mouvements divers dans la salle composée de fonctionnaires.)

L'OCI : C'est pourquoi il n'est pas possible de voter pour les radicaux de gauche. Comment ceux-ci pourraient-ils défendre le secteur public alors qu'ils sont eux-mêmes directeurs, administrateurs, PDG de multiples affaires privées, de banques et de compagnies d'assurances ? Comment faire confiance à ceux qui, élus en 1956 avec les voix des travailleurs, ont dissous le PC en 1959 et mis les

militants ouvriers trotskistes en prison pour voter en 1940 les pleins pouvoirs à Pétain ?

« Voilà pourquoi la position de l'OCI qui appelle les travailleurs à voter au deuxième tour uniquement pour les candidats du PC et du PS, qui lutte pour un gouvernement PC-PS sans ministre capitaliste est la seule position qui permette la satisfaction de toutes les revendications. »

Le représentant du PS répond en substance que 1973 n'est pas 1936, qu'il y a le programme et qu'il n'est pas possible de reprocher à des candidats leurs situations sociales ou professionnelles car ce serait briser l'unité et, de proche en proche, on pourrait être amené à récuser même des candidats... de son propre parti !

Le représentant de la CGT se tourne alors vers Juquin qui refuse la parole d'un geste sec. Juquin n'a rien à dire !

Quand on prouve devant lui, de façon concrète, que sa politique est une politique de collaboration de classe avec les banquiers radicaux, Juquin se tait. Juquin n'a rien à répondre.

Par ailleurs, Juquin qui, au cours de la discussion, a envisagé avec « sérénité » l'éventualité de devenir le ministre de l'Education Nationale de l'Union populaire a confirmé sa position en faveur de l'intégration « selon certaines modalités » des enseignants des écoles privées — donc des prêtres — dans l'Enseignement public.

## Le patronat investit l'éducation

Brochures et dépliants luxueux, revues spécialisées, émissions, stands publicitaires, rien n'est négligé pour vanter les avantages du dernier produit gouvernemental que sont les lois du 16 juillet et la formation permanente.

Mais derrière les mots et les phrases ronflantes, la réalité :

— le stage de formation permanente se déroulera sur 5 semaines (60 heures) par groupe de 30 stagiaires ;

— le programme des cours sera fixé par le patronat, se basera à : la lecture des plans, la connaissance de béton, l'implantation de maçonnerie :

— comme la sanction du stage, une attestation sera délivrée par l'organisme formateur.

Tels sont les termes de la « convention » qu'une association patronale l'AFORMABA (Association pour la formation professionnelle continue dans les activités de la maçonnerie et du béton armé) vient de proposer au CET public de Pavillons-sous-Bois (93).

Nulle, car une « attestation », à la différence d'un diplôme nationalement reconnu dans les conventions collectives comme le sont le CAP et le BTS (et non le BEP et le DUT) ne donne aucun droit, ne permet nullement au travailleur d'obtenir un emploi et un salaire donné.

Aussi ne peut-on qu'être stupéfait de lire dans la revue du PCF, L'Ecole et la Nation (n° 208, p. 40), la réflexion suivante :

« Si certains enseignants au nom de la « diplomité » refusent aux salariés cet avantage primordial, ils feront pleinement le jeu du patronat ravi de disposer d'une main-d'œuvre mieux qualifiée sans avoir à en payer le prix. Nous devons donc faire accepter dans les établissements où nous sommes que tout salarié ayant reçu une formation doit disposer d'une « preuve » de la qualification reçue. »

Pourtant, si l'on pouvait douter qu'il ne s'agit pour le gouvernement ni de la sanction d'une qualification, ni de garanties, il suffit de lire ce qui est affirmé clairement :

« Il est nécessaire d'autoriser la délivrance de diplômes que ne peut plus procurer l'Education nationale, permettant non de faire la preuve d'une qualification, l'idée étant celle que la recherche et l'appréciation de celle-ci sont de la compétence de l'employeur, mais d'attester qu'un enseignement a été suivi. » (Documentation française, p. 45).

C'est le patron qui décidera et lui seul de la qualification. Tel est le contenu de la loi du 16 juillet.

Multiplication des diplômes et des « qualifications-maisons », droit à la déqualification à vie et à la mobilité permanente, voilà ce que recouvrent exactement les phrases démocratiques sur la « promotion des travailleurs par la formation permanente ».

Voilà ce que le gouvernement s'apprête à développer par « l'ouverture de l'Éduca-

## OU VONT LES DIRIGEANTS DE

A quelques jours de distance, la Ligue Communiste s'est ralliée en France au nouveau Front populaire qu'est l'Union de la gauche et a mêlé sa voix pour approuver les accords de Paris sur le Vietnam, qui garantissent à l'imperialisme la division du Vietnam et le maintien au pouvoir du Sud-Vietnam du boucher Thieu.

Ce n'est pas un hasard.

Derrrière ces deux actes, on retrouve la même méthode. Méthode qui conduit la Ligue, non plus seulement à rompre toutes les amarres avec le combat de Lénine et de Trotsky, mais encore à prendre elle-même aujourd'hui sa place dans le camp de la collaboration de classe.

Nous pesons nos mots. Qu'en juge.

Krivine dit : il faut voter Union de la gauche. Pourquoi ? Parce que, selon lui, la victoire de l'Union de la gauche déclencherait « la dynamique de la lutte de classe, la dynamique révolutionnaire ».

Marchais dit lui aussi : il faut voter Union de la gauche. Pourquoi ? Precisément parce que l'Union de la gauche, alliance des partis ouvriers avec les partis du capital, permettra de prévenir les conséquences révolutionnaires que pourrait avoir un effondrement électoral du régime.

Krivine soutient l'Union de la gauche pour « déclencher » la révolution ! Marchais met en avant l'Union de la gauche pour étrangler la révolution. On nous permettra de penser que la manœuvre de Marchais risquerait, si la classe ouvrière et les militants l'acceptaient, d'avoir plus de réalité que les rêves de Krivine.

Certes, Marchais peut échouer. Mais, s'il échoue, si la classe ouvrière parvient à engager le combat contre le capital et à l'emporter, ce ne sera pas à cause de l'Union de la gauche, ce sera malgré l'Union de la gauche. Pour lutter, pour vaincre, les travailleurs ne pourront pas

« utiliser » l'alliance des partis ouvriers et des partis du capital. Ils devront la briser. Telle est la leçon de l'histoire. Telle est la leçon de l'expérience.

Krivine dit : les accords de Paris sur le Vietnam vont accélérer le processus de la révolution vietnamienne.

Nixon dit : les accords de Paris, approuvés par Brejnev et Chou-En-Lai, vont mettre un terme au processus de la révolution vietnamienne. Là encore, on nous permettra de penser que les calculs de la coalition contre-révolutionnaire ont plus de réalité que les rêves de Krivine. Non pas, répétons-le, que l'élan des masses vietnamiennes soit brisé définitivement. Tant s'en faut. Mais la vérité est, là encore, que, pour arracher l'unité et l'indépendance de leur pays, pour expulser l'imperialisme et ses agents locaux, ouvriers et paysans du Vietnam ne pourront pas utiliser le cadre contraignant des accords de Paris. Ils devront le briser.

L'Union de la gauche, union avec la bourgeoisie, vise à contenir le prochain mouvement en avant du prolétariat français. Les accords de Paris visent à étrangler la grande insurrection des ouvriers et des paysans du Vietnam.

Krivine approuve l'Union de la gauche. Krivine approuve les accords de Paris. La démonstration est-elle suffisante ?

La Ligue ne manquera pas de répondre : oui, mais nous avons condamné l'Union de la gauche et le Programme commun lors de notre récent meeting au Palais des Sports. Oui, mais nous appelons à continuer le « combat » pour un Vietnam « uni et socialiste ».

Et c'est vrai. Car l'inconscience et l'irresponsabilité du petit-bourgeois n'a pas de bornes. Oui ou non, faut-il voter au second tour pour les

# Congrès de l'UD-CGT à Lyon

## tionale

tion nationale à la formation permanente».

Mais revenons encore une fois à un exemple. En même temps que se mène cette opération au CET de Pavillons-sous-Bois, les professeurs de dessin industriel sont convoqués par les inspecteurs qui leur font connaître la volonté du patronat de voir dévaluer, voire supprimer le CAP de dessinateur-bâtiment. Le patronat a besoin de « tireurs de barres », et non de diplômés leur disent-ils en substance.

### Sainte alliance de l'Eglise et du Capital

Ainsi l'analyse du journal *La Croix* (1-2-73) sur les répercussions de l'ouverture de l'école à la formation continue prend-elle sa véritable signification :

« Elle (l'éducation nationale) devra peu à peu harmoniser formation initiale dans les écoles et formation continue. Il serait abnormal de vivre longtemps avec deux systèmes cloisonnés et de continuer à enseigner dans les écoles comme si les élèves devaient en sortir pour ne plus jamais y revenir et savoir tout sur tout. »

Destruction de la formation professionnelle des jeunes, destruction de toute qualification professionnelle au nom de l'adaptation à l'économie moderne, des milliards aux écoles de curés, voilà avouée la sainte alliance de l'Eglise et du capital.

Combattez pour le droit au métier et à la qualification de la jeunesse et des travailleurs, c'est choisir le terrains de la défense des intérêts et des aspirations de la classe ouvrière, c'est affirmer clairement QU'IL FAUT CHASSER LES PATRONS DES CET, c'est affirmer avec les 100 000 enseignants et travailleurs de la manifestation laïque du 9 décembre :

— abrogation des lois anti-lâches,  
— abrogation des lois du 16 juillet,  
— pas de patrons, pas de prêtres à l'école.

Les 8, 9, 10 février, s'est tenu à Lyon le Congrès de l'UD-CGT en présence d'Allamby, membre du bureau confédéral.

Les travailleurs qui se sont fait représenter à ce congrès sont confrontés à la crise incurable du capitalisme.

Le chômage touche toutes les corporations. Les fermetures de petites usines se multiplient. A Rhodiaca, la réduction a touché 3 000 personnes depuis 5 ans. A Berliet, le chômage et les licenciements menacent.

Le patronat, confronté à la volonté de lutte des travailleurs, met à son service tout l'arsenal mis à sa disposition par l'Etat bourgeois. En novembre, 9 responsables syndicaux de Berliet sont inculpés au titre de la loi anti-casseurs.

Au moment où, par les élections de mars 73, les travailleurs s'apprêtent à sanctionner le régime Pompidou-Messmer, ce sont ces problèmes qui préoccupent les travailleurs.

Plus que jamais dans cette période, les travailleurs ont besoin de l'outil qu'ils ont forgé : l'organisation syndicale. Mais cet outil ne peut leur servir que si son indépendance est affirmée dans les faits.

Une telle exigence, réaffirmée dans différents secteurs de la lutte des classes, est incompatible avec la subordination du syndicat à un contrat de législation, quel qu'il soit. Or tel est bien le contenu de la bataille que mène l'appareil dirigeant de la CGT pour imposer aux militants la signature du programme auquel le PC et le PS ont apposé leur signature suivie de celle des radicaux de gauche.

Tel était le sens du rapport introduit par Charlet, secrétaire de l'UD.

Le problème a été soulevé lorsqu'un responsable du syndicat CGT des Câbles de Lyon, exprimant ce que ressent bon nombre de travailleurs, a affirmé : « L'euphorie sur le programme commun est dangereuse car elle berce les travailleurs d'illusions. C'est d'eux seuls que dépend la lutte pour faire reculer patronat et gouvernement. »

C'est la raison pour laquelle, dans ce congrès convoqué à un mois des élections législatives, les dirigeants de la CGT et les représentants des partis signataires ont dû compter avec la volonté des travailleurs, tirant l'expérience du passé, qu'il soit mis fin au camouflage.

Le débat a eu lieu.

Mandaté par la CE du syndicat CGT des Ets Mure (trust Pitance-Bâtiment) A. Sothier a ouvert ce débat.

Voici quelques extraits de son intervention :

« (...) Aujourd'hui, les travailleurs, y compris les camarades immigrés et les jeunes qui n'ont pas le droit de voter mais seulement celui d'être exploités, sentent bien que les échéances législatives sont une échéance de première importance. Quel rôle peut jouer la CGT dans cette période par rapport à cette échéance ?

« Nous avons discuté dans notre syndicat et nous avons abouti à la conclusion suivante : la tâche essentielle de la CGT qui regroupe les travailleurs de toutes opinions unis par l'identité de leurs intérêts de salariés, c'est de traduire en propositions, en mots d'ordre, même en exigences claires, les justes aspirations des travailleurs, puis de les formuler auprès des partis (...). Nous savons que les hommes se déterminent d'abord par leurs intérêts. Nous n'aurions probablement pas grand chose de satisfaisant à attendre d'un gouvernement où siégeraient des ministres préoccupés de sauvegarder les monopoles (...). Souvenons-nous de Daladier qui, après avoir tendu le poing en tête des cortèges ouvriers réprimé impitoyablement la grève lancée le 30 novembre 1938 par la CGT (...). Nous pensons que la CGT doit donc se tourner vers les seuls candidats des partis ouvriers (...). Mais j'ai aussi à exprimer les revendications qu'ils voudraient voir satisfaites par le gouvernement dont ils espèrent l'avènement.

« La première exigence que formulent les travailleurs de Mure, c'est que soient nationalisés, avec le trust Pitance, tous les trusts de la construction et des Travaux publics et mis hors d'état de nuire les reuins de l'immobilier (...). Mais les travailleurs auront-ils à payer directement ou indirectement le prix de l'indemnisation de rachat du trust ? N'appartient-il pas aux travailleurs qui sont exploités jour après jour (...) ?

« Les travailleurs m'ont chargé de soulever encore deux questions (...). En 1958, notre CGT a combattu à juste titre la Constitution mise en place par de Gaulle. Nous nous sommes demandés s'il était possible qu'un gouvernement de demain, qui se voudrait au service des travailleurs puisse s'accommoder d'une Constitution qui entend préparer ce que de Gaulle n'a pas pu réaliser : l'Etat corporatif (...). »

Après cette intervention et l'interruption de séance qui l'a suivie, les dirigeants de l'UD ont essayé de camoufler de brouiller les cartes. Mais un certain nombre de délégués ont montré que lorsqu'il était question du débat fondamental, ils n'étaient pas prêts à se contenter de phrases et de faux-jurons.

C'est la raison pour laquelle lorsque Charlet enleva bureaucratiquement au camarade Sothier la possibilité d'expliquer pourquoi, selon le mandat de la CE du syndicat Mure, il était de son devoir de s'abstenir, c'est un délégué, appuyé par le congrès, qui imposa le respect de la démocratie. L'explication fut ainsi exigée par les délégués.

Le camarade Sothier put donc dire pourquoi, dans la mesure où aucune des questions posées n'avait reçu de réponse au compte des intérêts des travailleurs, son devoir était de s'abstenir pour que soit préservée l'indépendance de la CGT par rapport à tout contrat de législation.

#### RIEN N'EST RÉGLE

Les travailleurs qui ont assisté à ce congrès ont engagé la discussion. Alors que le délégué qui a repris les positions de la Ligue communiste jetait le masque en votant la résolution et en restant muet sur le droit de Sothier de s'expliquer, les délégués ont pu constater que le combat était possible, que les militants de l'OCI l'avaient engagé dans le strict respect de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis et aux gouvernements, pour le vote classe contre classe, contre la collaboration de classe.

Poursuivre le débat, s'organiser pour imposer le Front unique ouvrier, tel est l'objectif de la campagne de l'OCI dans les semaines qui viennent.

Correspondant de Lyon.

## Nouvelle dévaluation du dollar

Fermeture des marchés des changes, rencontres « secrètes » des ministres des Finances : c'est un scénario déjà connu qui se remet en place, 13 mois après l'accord de Washington, consacrant la dévaluation de 8 % du dollar par rapport à l'or et les réévaluations du mark et du yen. Au cours de ces 13 mois, c'est à l'aide d'un nouveau fonds des dépenses et pratiques parasitaires, que les Etats-Unis ont tenté de relancer leur économie. Leurs succès s'achèvent, le déficit commercial US n'a jamais été aussi important (6,4 milliards de dollars). La hausse des prix y répond au pays de Wall Street, une hausse des prix qui ne fait qu'exprimer la poursuite de l'inflation. Dépenses militaires accrues, déficit budgétaire, le parasitisme capitaliste à l'époque de l'imperialisme engendre un parasitisme encore plus étendu. Les calamités apportées aux crises (dévaluations, réévaluations, dévaluations parasitaires) ne rendent que plus aigües et plus approchées les crises suivantes.

L'imperialisme US une nouvelle fois orchestre la spéculation à la baisse du dollar, en vue d'imposer aux Etats européens et japonais de nouveaux changements de partis, mais aussi une nouvelle organisation du commerce mondial.

En 13 mois, 20 milliards de dollars se sont accumulés dans les banques centrales dont 10 milliards au cours des trois dernières semaines.

Ces banques dont les réserves sont à 90 % constituées de dollars papier. On comprend alors ce qui affole les gouvernements européens et japonais à l'idée d'un effondrement du dollar, mais aussi ce qui les pousse à accepter les conditions US.

Nixon envisage d'imposer une nouvelle surtaxe de 15 % sur les importations de produits entrant sur le marché américain, et de pénaliser plus spécialement les produits allemands et japonais concurrents des produits US.

William Eberle, conseiller de Nixon, a, au cours d'une conférence de presse le 9 février, adressé un ultimatum au Japon, le sommant de prendre dans les trois mois des mesures commerciales permettant de renverser les relations commerciales Japon-USA qui se soldent par un déficit de 4 milliards pour les Etats-Unis.

La menace est aussi valable pour l'Europe. Les pays européens devront accepter les conditions US, absorber le chômage américain. L'Allemagne, qui réalise 30 % de son commerce extérieur avec les Etats-Unis, doit d'abord céder.

Mais c'est à un ensemble de réorganisations monétaires qu'il faut s'attendre, car si aujourd'hui les Etats européens doivent se débrouiller pour accepter les impératifs US, c'est avant tout par rapport aux mesures qu'ils peuvent imposer face aux travailleurs.

Ainsi l'Angleterre, avec son million de chômeurs, une hausse des prix de plus de 11 %, l'Angleterre « ce pays ingouvernable » selon *Entreprise*, l'Angleterre aux liens privilégiés avec les Etats-Unis par son commerce et les investissements américains dans son industrie, doit aussi faire partager ses difficultés à ses partenaires européens. Déjà les « Neuf » se sont mis d'accord pour considérer, concernant les échanges agricoles, que la livre est dévaluée de 9 %.

Chômage et vie chère, c'est le prix que l'imperialisme le plus puissant veut faire payer à ses concurrents impérialistes. On comprend alors l'inquiétude des Heath, des Brandt, des Pompidou, à l'idée des conséquences qu'une telle politique implique au niveau de luttes de classe qu'ils ne maîtrisent plus.

N'en doutons pas, ce n'est pas de techniques monétaires (double marché des changes, flottement des monnaies...) qu'il sera d'abord question dans les rencontres Europe-Amérique qui commencent, mais de déterminer dans quelles conditions peut encore être repoussée une crise qui peut se déclencher à chaque instant.

## A LIGUE " COMMUNISTE " ? (8)

### Lutte ouvrière

Pour voter contre Pompidou,

Pour avertir Mitterrand que la classe ouvrière ne va pas lui permettre de retourner sa veste,

VOTEZ UTILE AU PREMIER TOUR

VOTEZ  
LUTTE OUVRIERE

Leur ombre et leur caricature.

radicaux de gauche, pour les Filippi, pour les Maurice Faure, pour les Lamirault ? Oui ou non faut-il aujourd'hui réclamer l'application « loyale » des accords de Paris ? Krivine ruse, Krivine esquive.

La politique est chose sérieuse. Krivine joue. Qu'importe la farce électorale ? Qu'importe ce chiffon de papier, cette « astuce tactique » que sont pour Krivine les accords de Paris ? Qu'importe le bulletin dans l'urne, qu'importe la signature au bas de l'accord : le « processus révolutionnaire » n'assure-t-il pas la « victoire finale » ?

Hélas, hélas ! Travailleurs de France, ouvriers et paysans du Vietnam se heurtent à des réalités autrement tangibles que les « processus » et les « dynamiques » de Krivine.

Derrière l'Union de la gauche, il y a toutes les forces de conservation, tous les intérêts matériels de la bourgeoisie française. Derrière l'accord de Paris, il y a les B 52 de Thaïlande et la 7 flotte au large des côtes d'Indochine. Il y a aussi les diplomates coalisés d'URSS et de Chine. Mais qu'importe au petit-bourgeois : l'important n'est-il pas de continuer à tenir le haut du pavé dans les salons où l'on cause ?

Krivine ruse. Côté cour, il y a les déclarations tonitruantes, la débauche verbale, la phrase révolutionnaire. Côté jardin, il y a le plus servile alignement sur les bureaucraties contre-révolutionnaires, l'idolâtrie à l'égard du prétendu processus objectif, le vieux fond de l'idéologie pâbliste : de même que, pendant des « séries de transition », le prolétariat devait s'en remettre à Staline et ses semblables pour le guider vers le socialisme, de même c'est à Marchais qu'il revient aujourd'hui d'ouvrir la voie aux ouvriers français, c'est aux dirigeants du Parti communiste vietnamien, prisonniers de la politique de coexistence pacifique, et à eux seuls, qu'il revient d'indiquer les issues au peuple vietnamien.

Quant à la Ligue, elle sera, selon le mot de Krivine, la « conscience critique de l'Union de la gauche », et probablement la « conscience critique de la coexistence pacifique » par laquelle on tente d'étouffer le peuple du Vietnam.

P.-S. : Quant à *Lutte ouvrière*, ce groupe satellite de la Ligue se définit à la perfection par son objectif tel qu'il est présenté dans le n° 232 de L.O. : les 4 et 11 mars, il s'agit « d'avertir Mitterrand que la classe ouvrière ne va pas lui permettre de retourner sa veste ». En somme, pour Marchais, il n'y a pas de risque. Le seul problème, pour L.O., est de s'assurer que Mitterrand applique loyalement le Programme commun.

## abonnez-vous

### INFORMATIONS OUVRIERES

Correspondance

Rédaction - Administration

88 bis, avenue Parmentier

PARIS-11<sup>e</sup>

C.C.P. 21.831-73 Paris

### ABONNEMENTS

1 an (48 n°) ..... 50 F

Etranger (1 an) ..... 60 F

6 mois (24 n°) ..... 25 F

Versements au C.C.P. I.O. 21.831-73 Paris

Notes de Comunicació  
i Hemeroteca General  
CEDOC

UAB

# 50 enseignants de toutes tendances pour un gouvernement du PCF et du PS sans ministres capitalistes

Nous, institutrices et instituteurs soussignés de l'Hérault

(...) De l'école maternelle à la faculté, le gouvernement tente d'appliquer une politique qui aboutirait à ce que les enseignants forment les jeunes générations en rapport étroit avec les besoins du profit : main-d'œuvre déqualifiée, obéissante, docile, respectueuse de l'ordre établi. En clair, cette politique de la bourgeoisie vise à transformer l'école en fabrique à chômeurs, en succursale de l'Église.

Cela, nous ne pouvons pas l'accepter, nous ne l'accepterons jamais. Nous ne l'acceptons pas plus aujourd'hui que nous ne l'accepterons demain (...).

C'est contre cette politique, contre son gouvernement et ses partis que nous avons manifesté à l'appel du CNAL, à Paris et en province avec les mots d'ordre : A bas les lois Pompidou-Debré ! Une seule école, l'école laïque : Pas de curé, pas de patron à l'école.

Dans la grève, la manifestation, nous avons combattu. Aujourd'hui, à l'occasion des élections où se pose le problème du pouvoir, nous entendons nous prononcer.

Dans tous les domaines se manifeste la politique réactionnaire de la bourgeoisie et de ses partis. Face à la coalition des réactionnaires, nous proposons la coalition des partis ouvriers pour agir et gouverner.

SEUL UN GOUVERNEMENT OUVRIER, expropriant le capital, organisant la production sur la base des intérêts du pro-

letariat des masses opprimées des villes et des campagnes ;

SEUL UN GOUVERNEMENT OUVRIER dissoudra les brigades spéciales, les CRS ;

SEUL UN GOUVERNEMENT OUVRIER nationalisera sans indemnité ni rachat les établissements confessionnels et patronaux, défendra l'éducation et la culture, offrant un avenir, un métier, un moyen d'existence aux jeunes générations.

Seul un tel gouvernement ouvrira la voie au socialisme et au règne de l'homme. Nous sommes conscients que la réalisation d'un tel objectif exige ténacité et mobilisation.

VOUS, Parti communiste français, Parti socialiste pouvez prendre de telles mesures, vous pouvez engager ce combat et constituer un gouvernement PCF-PS sans ministres capitalistes, afin d'en finir avec la ségrégation sociale, la sélection organisée par le pouvoir des monopoles, des trusts et des banques qui ont la direction de l'Education nationale (...).

Il coule de source que la nationalisation totale de l'enseignement, la séparation rigoureuse de l'Église et de l'Etat, de l'Église et de l'école, l'expropriation des écoles privées ne sauraient être l'œuvre d'un gouvernement ou siégeraient des ministres, représentants de l'Église et du capital.

Il coule de source qu'en constituant un gouvernement PCF-PS sans représentant de la bourgeoisie, la voie peut être ouverte pour l'abrogation de toutes les lois anti-laïques, du réactionnaire statut d'AI-

sace-Moselle, des lois du 16 juillet 1971 (comme l'exigent tous les syndicats de l'enseignement technique) (...).

Les instituteurs soussignés appellent leurs collègues à voter CLASSE CONTRE CLASSE.

Votez pour le parti ouvrier de votre choix ; pas une voix pour les partis bourgeois, de l'UDR aux radicaux « de gauche ». Des radicaux « de gauche » disons simplement, puisque certains les présentent comme des défenseurs de l'école laïque, qu'ils ont largement contribué à sa destruction. N'est-ce pas la radical Marie qui était à l'initiative des lois Marie-Barangé en 1951 ? N'est-ce pas le radical « de gauche » Billières qui est le père de la réforme Fouchet de triste mémoire.

Nous, instituteurs soussignés, nous adressons aux dirigeants des partis ouvriers, aux candidats se réclamant du socialisme :

Prononcez-vous pour la défense de l'école laïque, contre l'intégration des prêtres dans l'école, contre les patrons au sein de l'Education nationale, pour la nationalisation sans indemnité ni rachat de l'enseignement privé, confessionnel ou patronal.

Prononcez-vous pour la nationalisation de tous les trusts d'édition scolaire (ex : Hachette) :

Prononcez-vous pour le vote CLASSE CONTRE CLASSE :

Prononcez-vous pour le gouvernement PCF-PS sans un seul ministre bourgeois.

50 signataires dont :

Amoros Jean-Louis, Ecole du Parc Luhel ; A.-M. Baledest, Ecole des Prés d'Arenes, Montpellier ; B. Baledest, Ecole mixte Mauguio ; J.-M. Capuano, Délégué des Francs et Franches Camarades ; Mme Capuano, Maitresse d'Application ; Conejero Antoine, CES de la Paillade, Montpellier ; Conejero M.-T., CES du Jeu de Mail, Montpellier ; Cros Jean-Paul, Ecole Mixte des Troubadours La Paillade. Cros Paul, Ecole mixte Barcelone La Paillade ; Marie-Claude Ben-Mohamed, Ecole maternelle de l'Aiglesongue, Montpellier ; Descoutte Yvonne, Ecole primaire de garçons Fabrègues ; Doukhan Fernand, Retraints : Ibagne Gaby, Ecole mixte de Bologne, La Paillade ; Ibagne Maurice, Ecole mixte Bollogne La Paillade ; Gimeno Hélène, Ecole primaire de garçons Fabrègues ; Faucher Jacques, CES Crois de les Cazes, Montpellier ; Faucher Marie, CES C. Royer, Montpellier ; Jean A., CES La Paillade, Montpellier ; Palot J.-L., Institut rompant école normale de garçons, Montpellier ; Palot Maryse, IR école Barri La Paillade ; Peyrotte Aimé, Ecole de la Chamberte, Montpellier ; Pommiès Suzanne, CES P. Valéry, Sète ; Randon R., Conseiller pédagogique EPS ; Sierra Marie-France, Ecole mixte Oxford La Paillade ; Sierra Raphael, Ecole normale de garçons ; Troudi Hélène, Psychologue scolaire ; Vissep Alain, Ecole de garçons Mauguio.

Parmi ces 50 premiers signataires ont signé en particulier des militants EE-FUO et EE-SR.

## Meetings de l'OCI et de l'AJS

### 114 militants à Toulouse

Mercredi 7 février, salle du Sénat à Toulouse, plus de cent personnes viennent écouter et discuter de la bataille politique que mène l'OCI pendant la campagne électorale.

Tour à tour prennent la parole : Michel Eliard, assistant en sociologie à l'Université de Toulouse-Le Mirail, candidat de l'OCI dans la 2<sup>e</sup> circonscription de la Haute-Garonne ; son suppléant Bernard Rohuad, éducateur de l'Enfance. Inadaptée : Jean Cambrière, au nom de l'AJS et Claude Chisserey, du Bureau Politique de l'OCI.

A plusieurs reprises, les applaudissements ponctuent les interventions et, lorsque le permanent local de la ligue publique tente, en hurlant, d'empêcher le camarade Chisserey de répondre aux questions posées par la salle, il se sentit si isolé qu'il mit à exécution le menacé... de s'en aller, laissant sur place ses camarades qui écoutèrent jusqu'au bout la caractérisation de la politique capitaliste de la Ligue se ralliant à l'Union de la Gauche.

C'est sur l'Internationale que se leva la séance, les camarades versant 500 F pour la construction du parti révolutionnaire.

### 100 travailleurs et jeunes à Rouen

Cent travailleurs et jeunes se sont rassemblés le 5 février à Rouen à l'appel de l'OCI.

Une riche discussion a suivi les interventions de Jacques Dupont et Michel Delamotte, candidat et suppléant dans la 4<sup>e</sup> circonscription de la Seine-Maritime et de X. Clément, du Comité Central de l'OCI.

650 F ont été collectés.

### 100 à Montpellier

Vendredi 9 février s'est tenu un meeting organisé dans la 2<sup>e</sup> circonscription de l'Hérault par l'OCI qui présente le camarade Cros comme candidat avec Daniel Shapira comme suppléant. 45 enseignants ont signé un appel pour le gouvernement PC-PS sans représentants des partis bourgeois et 70 étudiants ont signé également un tel appel. Plus de cent personnes étaient présentes. La collecte a rapporté 700 F, 22 brochures AJS ont été vendues et 6 adhésions à l'AJS ont été faites. Une intéressante remarque a été faite par deux sympathisantes de la Ligue communiste au moment de la collecte : « Dans les meetings de la Ligue, il n'y a pas d'appels à verser de l'argent ainsi que vous le faites. Nous estimons que, au moins là-dessous, vous avez raison. » Après quoi chacune a versé 10 F.

### 500 à Dijon

500 travailleurs, jeunes normaliens, étudiants, lycéens, ont participé jeudi 1<sup>er</sup> février dans l'enthousiasme, au meeting

de l'OCI et de l'AJS à Dijon. Après les interventions d'Annick Bony, secrétaire régionale de l'OCI, candidate à Dijon, et de Charles Berg, membre du Bureau politique de l'OCI, la discussion s'engageait. Remarquons notamment l'intervention d'un militant de Lutte Ouvrière, candidat lui-même, déclarant que l'OCI était une « bonne » organisation, apportant son soutien à Speller « car c'est un ouvrier » (1), mais refusant de donner une quelconque explication sur la caution que donne son organisation à l'Union de la Gauche.

Le meeting levé au chant de l'Internationale se conclut par une collecte de 2 630 F, portant à 13 000 F la levée de fonds pour la campagne électorale de l'OCI et de l'AJS sur Dijon.

(1) Notons que « LO » n'en présente pas moins un candidat contre l'« ouvrier » Speller qui se présente contre Kaspereit.

### 400 à Grenoble

Le 8 février, un meeting central, convoqué par l'OCI et l'AJS s'est tenu à Grenoble. Y ont pris la parole, Pierre Broué, candidat, Auguste Jacquot, suppléant, Jean-Louis Puy, au nom de l'AJS, Stéphane Just, au nom du Bureau politique de l'OCI.

Les restants de bandes provocatrices manipulées ont mené campagne pour préparer le sabotage de ce meeting. Les affiches ont été maculées : « AJS-FLIC ». Un tract a été tiré : « L'AJS, ça suffit ». Trente à quarante d'entre eux ont tenté de saboter le meeting, où — hasard ? — la sonorisation ne fonctionnait pas. Il a fallut les expulser.

Le dirigeant local de la Ligue communiste a voulu apporter sa contribution à la tentative de sabotage du meeting, en se hissant sur une chaise et en « exigeant » de l'OCI qu'elle laisse les saboteurs... saboter. Puis il quitte la salle. Par contre, le candidat de la Ligue reste dans la salle. Lorsque ses « responsables » lui font demander de sortir, il se refuse, ajoutant : « A la place de l'OCI, j'aurais agi de la même façon ». Il ne prit pas la parole, mais à la sortie acheta Informations Ouvrières et versa 5 F à la collecte.

Au total, un très excellent meeting conclu au chant de l'Internationale par les 400 participants.

## un militant de la jc prend position

Les élections de mars 1973 doivent mettre fin au régime capitaliste défendu par Pompidou et ses alliés. Pour cela, il faut voter classe contre classe. Toutes les voix aux partis ouvriers PCF, PS.

Le Programme Commun de gouvernement est le programme de la classe ouvrière, de la jeunesse et du peuple de France. Je pense que le PC est le meilleur garant de son application car

## Déclaration de Martha EDELSTEIN

(employée au Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes)

Employée au CERM (Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes), j'ai été licenciée par les dirigeants du PCF pour avoir protesté dans les colonnes d'Informations Ouvrières (cf. n° 587) contre la mort de Youri Galanskov emprisonné dans les pires conditions, dans un camp de concentration en URSS et m'être prononcée pour une Commission ouvrière internationale d'enquête dans les pays d'Europe de l'Est, afin de faire toute la lumière sur la répression qui s'y exerce. Les dirigeants du PCF qui prétendent condamner la répression dans les pays où le capital a été exproprié montrent ainsi leur vrai visage.

Militante du PCF depuis 25 ans, j'ai envoyé à l'Humanité plusieurs articles de protestation contre la répression dans les pays de l'Est en particulier lors de la préparation du procès des blouses blanches en 1952/1953. Aucun de ces articles ne fut publié, aucune réponse apportée.

Convoquée au Comité Central par un des responsables du PCF il m'a été reproché d'avoir publié mon article dans I. O. et d'avoir pratiqué « un travail de fraction » alors que j'ai conscience de n'avoir fait que mon devoir de communiste en discutant librement avec mes camarades au sein du Parti et en protestant publiquement. Il m'a été proposé par ce responsable de revenir sur ma prise de position, de « reconnaître mon erreur » ou d'accepter d'être licenciée sous le prétexte fallacieux de « suppression de poste ». J'ai refusé de désavouer ma déclaration.

A travers cet acte, la preuve est faite : les dirigeants du PCF utilisent les mêmes méthodes que ceux qui à l'Est de l'Europe tentent de faire taire les opposants communistes qui combattent pour le « retour à Lénine » contre les procès truqués du stalinisme.

Lorsque je lis ensuite dans le Programme Commun de gouvernement signé par les dirigeants du PCF : « La nouvelle législation sociale abolira le droit discrétionnaire de licenciement... » (p. 57), je pose une question aux camarades du PCF avec lesquels j'ai combattu pendant 25 années : comment les dirigeants du PCF peuvent-ils combattre les licenciements lorsqu'eux-mêmes utilisent des pratiques anti-démocratiques envers leurs propres militants ?

Mais je pose aussi une autre question :

Comment peuvent-ils garantir les libertés démocratiques dans leur futur gouvernement en constituant une alliance avec le parti radical de gauche, le parti de Daladier nouvelle mouche qui, à l'issue du Front Populaire de 1936, a interdit les mêmes libertés, a dissout le PCF et a permis l'avènement du gouvernement de Pétain ?

Non, il faut l'affirmer clairement : ce n'est pas en bafouant la démocratie ouvrière et en constituant une alliance avec le représentant du capital que les dirigeants du PCF pourront défendre les revendications de la classe ouvrière.

C'est pour cette raison que je combattrai pour la démocratie ouvrière, pour un gouvernement ouvrier sans représentant du capital qui seul peut garantir la libre expression dans le respect des tendances, première condition de l'unité des rangs ouvriers pour la victoire du socialisme.

Militante communiste, je le suis et je le resterai. C'est pour cela que j'appelle mes camarades qui sont au PCF et tous les travailleurs, à combattre pour la rupture de leur parti avec les radicaux dits « de gauche », à voter aux prochaines élections pour un gouvernement PCF-PS sans représentant du capital qui seul peut s'engager dans la voie du respect des libertés démocratiques, dans la voie du socialisme.

Martha EDELSTEIN.

ouvriers pour qu'ils rompent avec les radicaux de gauche.

Pas une voix aux partis bourgeois.

Vote classe contre classe.

Pour un gouvernement PCF-PS.

Pascal, secrétaire du cercle des Jeunesse Communistes de Montesson

Elève-apprenti à l'école Estienne

(Lettre publiée dans la feuille du cercle AER des Beaux-Arts.)

## IL DISCUTE DE LA RECONSTRUCTION

Kissinger est arrivé à Hanoï samedi dernier 10 février. Il se rendra aussi à Pékin.

Il n'a pas dissimulé les buts de son voyage : « C'est dans la mesure même où les Nord-Vietnamiens accepteront de s'associer avec nous pour la reconstruction du pays qu'ils s'engageront à l'intérieur dans les tâches de la paix au lieu de se tourner vers l'extérieur pour les tâches de la guerre. Tel est en tout cas notre objectif. »

On ne saurait en effet être plus clair : le programme de « reconstruction », cette « obligation morale » que les Etats-Unis entendent assumer, comme l'a dit cyniquement Nixon, va venir étayer les fragiles accords de Paris. Pour garantir les accords, les dollars compléteront utilement l'effort que Washington se sent en droit d'attendre de la diplomatie de Moscou et de Pékin : « Nous souhaitons que les Russes et les Chinois se comportent responsablement en vue de préserver la paix en Indochine », vient de déclarer Kissinger.

Selon le *Washington Post* (12-2-73), le voyage de Kissinger a pour objectif de « définir le rôle de la Chine en Asie du Sud-Est. C'est là un service en retour que les USA sont manifestement heureux de rendre aux Chinois pour les remercier des efforts qu'ils ont accomplis pour convaincre Hanoï des avantages d'un compromis. Quant à ceux pour le *Washington Post*, qui pensent que Pékin n'a pas mérité de telles concessions, ils ne devraient pas oublier le changement majeur intervenu dans la position chinoise depuis le communiqué Nixon-Choï : il y a un an qui affirmait le « ferme soutien » de Pékin aux revendications que Hanoï présentait à l'époque : départ de Thieu et formation d'un gouvernement de coalition ».

« Quant à l'URSS, toujours selon le quotidien américain, elle peut elle aussi compter se voir reconnaître un rôle en Asie du Sud-Est en échange du rôle joué pour amener Hanoï à céder. Nixon se trouve placé en position de force aussi bien vis-à-vis de Moscou que de Pékin. Car tout pas en avant va désormais dans le sens des intérêts américains. Il est en effet de l'intérêt des USA que l'Asie du Sud-Est cesse d'être l'objet de décisions américaines unilatérales pour devenir le champ d'une plus vaste collaboration internationale. »

Ainsi Brejnev et Chou-en-Lai peuvent compter largement sur les dividendes de leur collaboration avec l'impérialisme US. L'encre des accords de Paris n'était pas encore sèche que le département étranger du ministère de l'Agriculture US annonçait (31 janvier) la conclusion du plus important accord d'exportation jamais passé entre les USA et la Chine : 500 000 balles de coton pour une valeur de 80 millions de dollars. Le *New York Times* précise que les exportations de blé (43 millions de dollars depuis septembre) vont être relancées. Elles passent, précise le journal US, par la grande firme internationale Louis Dreyfus and Co. Nos lecteurs n'auront pas oublié les éminentes responsabilités que le sénateur radical de gauche Filippi exerce dans cette firme.

Il est cependant fort douteux que les choses se passent aussi simplement.

A la fois parce que, comme l'explique le *New York Times*, « le plus généreux des programmes de paix ne suffira pas à régler, tant s'en faut, les conflits politiques intenses noués dans cette région ». Selon le *Washington Post*, « si le Vietnam n'a pas été ramené à l'âge de pierre », selon le souhait du général Westmoreland, « la plus grande partie du territoire se retrouve dans l'état qui était le sien au 12e siècle, après qu'eurent été détruits les îlots d'industrialisation édifiés au 20e siècle ».

Par ailleurs, selon l'historien de la RDVN Nguyen Khac Vien, « l'ancienne structure sociale dans le Sud a été détruite. Là où, dans les villages, il y avait des propriétaires et des paysans, tout est aujourd'hui abandonné. Les uns et les autres ont fui vers la ville, et les différenciations sociales ont tendu à disparaître. Le clivage sépare désormais ceux qui ont profité de la guerre et ceux qui en ont été les victimes. Le Vietnam a été nettoyé ».

Tout cela préside les plus intenses luttes de classe. Il ne sera pas facile d'en venir à bout par la seule injection de crédits d'assistance. De plus, les dirigeants de la RDVN, tout en acceptant par avance l'aide américaine pour les tâches de reconstruction, insistent sur leur volonté de préserver intégralement leur souveraineté. C'est une certitude : les projets Kissinger-Nixon ne seront pas appliqués aisément.

On peut comprendre que la RDVN ait signé l'accord de Paris. On peut comprendre que la Chine doive s'adresser aux USA pour acheter du blé. On peut

comprendre qu'il faille reconstruire la RDVN. Mais ce qu'il est impossible d'admettre, c'est que les légitimes aspirations du peuple vietnamien à l'unité et à l'indépendance nationale servent de monnaie d'échange. Agir de la sorte, c'est créer les conditions d'une pénétration accrue de l'impérialisme. La politique de coexistence pacifique aboutit inéluctablement à l'impassé.

### Nouvelles révélations sur le contenu des accords de Paris

On sait maintenant que nombre de clauses sur lesquelles un accord est intervenu fin janvier entre les Etats-Unis et la RDVN n'ont pas été rendues publiques.

Une de ces clauses secrètes concerne le règlement de la guerre civile qui fait rage au Laos. Il a notamment été entendu que les USA et la RDVN feraient en sorte qu'un cessez-le-feu intervienne au Laos dans les quinze jours suivant la signature des accords de Paris. Ce cessez-le-feu serait suivi par le retrait des troupes de la RDVN et par la cessation des raids aériens américains.

Une autre clause secrète prévoit le retrait au nord de la zone déminéralisée d'un certain nombre « d'unités de la RDVN actuellement stationnées au Sud-Vietnam.

Tel est le contenu réel des accords de Paris. Au Laos, il faut imposer aux partisans du Pathet-Lao de lâcher prise pour pouvoir négocier la « neutralisation » du pays, sous le contrôle du gouvernement réactionnaire de Vientiane. Au Sud-Vietnam les troupes nordistes doivent abandonner progressivement le terrain. Cela suffira-t-il pour sauver le régime verrouillé de Thieu ? Il est encore trop tôt pour pouvoir le dire. Mais ce qui est certain, c'est que les accords de Paris n'auront rien ménagé pour aboutir à ce résultat.



Deux millions de morts.

### 300 000 en danger de mort dans les geôles de Thieu

Le *Nouvel Observateur* (4-2-73) publie un nouveau témoignage des deux jeunes coopérants français Debris et Menras qui viennent d'être libérés par le régime Thieu et expulsés du Vietnam.

« Quelques semaines avant notre départ, le 15 novembre 1972, notre prison a changé de directeur. Le colonel Nguyen Van Ye est arrivé. Il est célèbre. Sa photo a passé dans tous les journaux à l'époque du scandale des cages à tigre, au bagne de Poulo-Condor. Depuis son arrivée, la déportation des prisonniers vers des destinations inconnues est devenue systématique. Pour liquider un prisonnier politique, il faut d'abord le faire disparaître. Sa famille et ses amis ne doivent pas savoir où il est. Lorsqu'on a perdu sa trace, on peut le liquider : ainsi on ne saura jamais qui est responsable de sa mort. Ce colonel est en train de faire ce travail. L'entreprise de liquidation systématique a commencé. Si on la laisse arriver à son terme, quelques dizaines de milliers de prisonniers, parmi lesquels beaucoup de nos amis, vont y passer. »

Les accords de Paris laissent les 300 000 prisonniers civils à la merci des tortionnaires et des bourreaux du régime Thieu. Le mouvement ouvrier mondial demeure leur ultime recours. C'est immédiatement que ses dirigeants doivent agir.

## Contre Franco, la lutte de classe ne cesse pas !

On assiste en Espagne à une nouvelle poussée de la classe ouvrière dans plusieurs secteurs qui se dressent contre la bourgeoisie et son Etat pour défendre leurs revendications vitales ainsi que pour conquérir leur indépendance de classe face aux Institutions « syndicales » du régime franquiste.

La grève des travailleurs de la métallurgie et des chantiers navals de Bilbao au cœur de la zone la plus industrialisée du pays basque s'est durcie et étendue au cours de la dernière semaine. Aux 10 000 ouvriers des chantiers navals et des industries lourdes de Bilbao sont venus s'ajouter les 3 000 ouvriers et employés de la General Electric d'Espagne et des arrêts de travail se sont également multipliés dans de nombreuses usines de moindre importance.

A l'autre extrémité de l'Espagne, en Catalogne, de nombreux secteurs sont en lutte également. Il en est notamment ainsi des travailleurs des services publics. Jeudi soir, plusieurs milliers de travailleurs appartenant notamment à la Compagnie du Téléphone ont arrêté le travail et se sont rassemblés devant le siège des syndicats officiels. Ils ont résisté pendant plus d'une demi-heure aux charges répétées de la police avant de se disperser.

C'était la seconde manifestation qui se déroulait à Barcelone depuis le début de la semaine. Mardi en effet, des centaines d'enseignants, d'étudiants et lycéens, s'étaient réunis en cortège au centre de la ville.

Cette manifestation est en relation avec l'un des conflits qui revêt peut-être la plus grande importance aujourd'hui. Ce combat est celui engagé par les enseignants de toutes catégories pour exiger que soit mis fin à leurs conditions désastreuses de travail. Les catégories les plus touchées par la politique scolaire ultra-réactionnaire du gouvernement sont les instituteurs et les professeurs contractuels qui constituent près des 3/4 du corps enseignant espagnol. La précarité du travail est absolue, leur salaire très bas et en plus ceux-

ci n'ont pas été versés depuis le début de l'année scolaire.

Leur combat n'est plus un combat isolé. En Espagne comme en France, les parents d'élèves comprennent aujourd'hui que les revendications des enseignants sont justes et ils les appuient.

L'unité entre enseignants et lycéens commence également à se réaliser. La jonction se fait tout naturellement avec les luttes étudiantes.

La grève des enseignants s'étend aujourd'hui dans toute l'Espagne. Elle est partie de Madrid et s'est étendue très rapidement en Andalousie. Aujourd'hui, c'est dans toute la Catalogne et le Nord du pays que la grève des enseignants est effective.

Plus que jamais le problème de fond qui se pose est celui de l'unification de ces luttes au travers d'organismes et sur une ligne politique unique dans laquelle la classe ouvrière puisse se reconnaître.

C'est ainsi qu'au niveau de l'enseignement une des dimensions principales du combat est la lutte pour la fédération des comités de grève qui se sont constitués au niveau de nombreuses villes et départements.

Quant aux perspectives politiques indispensables au combat centralisé contre Franco, elles ne sauraient moins que jamais être données par le « Pacte de la Liberté » préconisé par la direction du P.C.E. qui subordonne l'indépendance d'action du prolétariat aux décisions velléitaires de la prétendue alliance libérale de la bourgeoisie. Seule la constitution du front unique de toutes les organisations du prolétariat espagnol, affinant leur volonté commune de coordonner et centraliser les luttes innombrables du prolétariat et de dresser face au régime de Franco une alternative de gouvernement que les masses pourront appréhender, peut permettre de diriger l'ensemble des énergies combattantes du prolétariat d'Espagne vers la disparition du gouvernement Franco.

Il y va de la responsabilité de toutes les organisations ouvrières d'Espagne de prendre sans plus attendre les initiatives qui s'imposent en ce sens.

## URSS

### Complot du KGB contre la nouvelle opposition

De nouveaux coups très graves continuent à être portés contre les combattants des droits civiques en URSS. A la veille du procès truqué de Piotr Yakir qui se prépare, après la mort de I. Gaiansov, en dépit du mouvement mondial de protestation contre les internements d'opposants dans les camps et les hôpitaux psychiatriques spéciaux, une dépêche de Moscou du 31 janvier apprend que le mathématicien Leonid Plyouchtch a été condamné le 30 janvier à un internement « de durée indéfinie » dans un hôpital psychiatrique.

Agé de 33 ans, L. Plyouchtch était arrêté depuis un an pour avoir été l'un des plus ardents combattants pour le respect des droits civiques et accusé « d'activités anti-soviétiques ».

Une autre dépêche du 2 février, en provenance de Moscou également, informe que les persécutions redoublent contre les Juifs soviétiques qui combattent pour faire respecter les droits civiques. Ainsi à Rostov, Lazar Loubarsky, un ingénieur de 40 ans, vient-il d'être condamné à quatre ans de camp à régime sévère, accusé d'avoir propagé de « fausses rumeurs » et divulgué des « secrets d'Etat ».

Combat du 7 février écrit que « au cours du procès, il n'aurait pas été établi que l'ingénieur Loubarsky ait montré, il y a cinq ans, un document dit « secret » à une personne n'étant pas habilitée pour le voir... Quant au second chef d'inculpation, les documents sur lesquels il a été établi, une lettre à l'ONU adressée à

U Thant notamment, le KGB en connaît l'existence depuis deux ans. Interrogé à l'époque, Loubarsky n'avait pas été inquiété ».

En fait, les nombreuses arrestations de travailleurs et militants des droits civiques, les condamnations incessantes et très lourdes qui les frappent aujourd'hui sont la conséquence, selon *Le Monde* du 8 février « d'un plan inspiré par M. Andropov, chef du KGB et inspiré par le Politburo ». Il s'agit pour la bureaucratie confrontée à une résistance et à un mouvement d'opposition sans précédent des travailleurs à son pouvoir, de décapiter toute opposition organisée, et surtout de mettre fin à la publication de

*La Chronique des événements récents* qui paraît tous les deux mois régulièrement depuis 5 ans et qui tend à devenir ainsi de plus en plus le pôle d'organisation de la nouvelle opposition communiste.

*Le Monde* rapporte qu'un millier de personnes ont été arrêtées en Russie, en Ukraine et dans les pays baltes. Certaines, notamment en Ukraine, ont été déjà jugées et condamnées à des peines allant jusqu'à dix ans de travaux forcés ». C'est dans ce cadre que la bureaucratie prépare fièreusement le procès de Piotr Yakir pour tenter de porter de graves coups à l'opposition.

Pass un seul instant les travailleurs et les militants de ce pays ne cesseront de combattre pour la libération de Piotr Yakir, Grigorenko, Plyouchtch et tous leurs camarades qui sont nos camarades et dont la lutte est notre lutte.

## LIBERTÉ POUR PIERRE YAKIR

Le Bureau de la section académique du SNESup de Lyon, réuni le 25 janvier, informé de l'arrestation et du jugement prochain de Piotr Yakir, demande sa libération immédiate.

Il s'adresse à M. l'Ambassadeur d'Union soviétique pour qu'il transmette cette motion à son gouvernement.

B

B

B

# qu'est-ce que la v<sup>e</sup> république ? (I)

« L'essence du bonapartisme consiste en ceci : s'appuyant sur la lutte des deux camps, il « sauve », à l'aide d'une dictature bureaucratico-militaire, la « nation ». »

L. Trotsky, « Où va la France ? » (p. 7).

La Constitution de 1958, revue et amendée en 1962 et 1963, est une constitution bonapartiste.

Le bonapartisme s'exprime par des institutions, produit d'une situation transitoire pendant laquelle la bourgeoisie doit tout à la fois préparer l'affrontement contre la classe ouvrière aux meilleures conditions possibles pour elle, en réduisant au maximum les libertés ouvrières et démocratiques et assurer les pouvoirs du « bonaparte ».

Abroger la Constitution autoritaire est donc une mesure qui devrait relever de la simple auto-défense contre les menaces, contre les libertés qui y sont incluses.

Il semble, après les déclarations de Mitterrand et de Marchais déclarant ne pas la remettre en cause que les dirigeants du PCF et du PS auraient l'intention de s'accommoder de la constitution bonapartiste autoritaire.

Les institutions du régime bonapartiste forment un tout complexe, intégrant entre autres les réformes judiciaires, augmentation du délai de garde à vue qui renforce les pouvoirs de la police, jurisdictions d'exception, cour de sûreté, attaquant un peu plus le mythe de l'indépendance du judiciaire et loi « anti-casseurs ». Mais voyons d'abord les éléments de force du bonapartisme dans cette constitution que les dirigeants de la gauche unie ont promis de ne pas toucher.

## I. — LE REFERENDUM PLEBISCITE

De longue tradition, le plébiscite dont on connaît le caractère anti-démocratique, utilisé par Napoléon 1<sup>er</sup> en 1800 pour faire ratifier sa constitution, par Napoléon III pour prendre le pouvoir le 22 décembre 1851, pour se faire nommer Empereur le 2 décembre 1852, est lié dans tous les esprits aux régimes bonapartistes.

A l'occasion des référendums gaulois, on a voulu faire apparaître une différence entre le référendum qui serait démocratique et le plébiscite qui serait lié à un vote sur un homme. Or cette différence n'existe pas. Les deux mots sont synonymes : « Plébiscite... vote direct du corps électoral, par oui ou par non, sur une question qu'on lui soumet. V. référendum », Petit Robert, dictionnaire de la Langue française, société du nouveau Litté, p. 1923.

Or, indépendamment de l'usage « abusif » que de Gaulle en a fait, le référendum-plébiscite est inscrit dans la Constitution :

**Titre I - article 3 : « La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum. »**

Avec la même importance que la représentation nationale.

Qui peut utiliser cette procédure du référendum ? L'article 11 de la Constitution répond : « Le président de la République, sur proposition du gouvernement

(qu'il nomme lui-même et qui n'est pas responsable devant l'Assemblée nationale comme on l'a vu récemment à propos de la nomination du gouvernement Messmer...) peut soumettre au référendum tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics. »

Mitterrand et Marchais, en acceptant de ne pas remettre en cause la Constitution, acceptent à présent cet article 11 que le Programme acceptait également, mais « amendé ».

## II. — LE GOUVERNEMENT

La Constitution de 1958 règle les rapports entre Parlement et gouvernement au détriment du Parlement en faisant la liste exhaustive, dans l'article 34, de ce qui relève du Parlement, ce qui suppose que tout le reste, sans limitations, relève du gouvernement. Mitterrand et Marchais ont-ils, en acceptant de ne pas remettre en cause la Constitution, abandonné la révision de cet article 34 que le Programme commun déclare accepter, mais « amendé » ?

Plus essentiel, et nous avons vu l'usage qui en a été fait, l'article 38 donne au gouvernement le droit de faire des lois dans les domaines qui relèvent normalement du Parlement, ces lois étant appelées « Ordonnances ».

Quant à la responsabilité du gouvernement devant le Parlement, là encore les textes sont restrictifs au détriment du Parlement. L'exemple Messmer l'a suffisamment illustré.

Mitterrand et Marchais ont-ils, en acceptant de ne pas remettre en cause la Constitution, abandonné la révision de cet article 34 que le Programme commun déclare accepter, mais « amendé » ?

« Article 49. Le Premier ministre PEUT (et non pas DOIT) engager la responsabilité du gouvernement. Dans le cadre d'une motion de censure, seuls les votes favorables à la motion de censure sont reconnus (un gouvernement minoritaire mais bénéficiant d'une majorité d'abstentions ne serait pas renversé) : on ne peut présenter plus d'une motion de censure par cession parlementaire, etc.

## III. — LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Il est inutile d'expliquer ce qu'est l'article 16 : les pleins pouvoirs. Faut-il rappeler que l'origine du mot dictateur est magistrat qui dans l'antique Rome était investi dans des circonstances graves, de pouvoirs exceptionnels ?

Mitterrand et Marchais ont-ils, en acceptant de ne pas toucher à la Constitution, l'intention d'abandonner l'abrogation de l'article 16 ?

La réponse est donnée par le candidat de l'Union de la gauche, le radical de gauche Philippe Lamirault, directeur des usines Renault, administrateur du trust Alfa Romeo, qui a dit :

« Cette Constitution, dans l'ensemble, est sage... Nous voulons simplement adapter la V<sup>e</sup> (République) aux nécessités de l'heure. »

Le capitaliste Lamirault, candidat de l'Union de la gauche, avec et tout comme Pimpolidou, chef de la « majorité », défenseur des capitalistes, se prononcent pour la Constitution bonapartiste, parce qu'ils veulent dans celle-ci un garde-fou pour la défense des intérêts de la bourgeoisie.

Les dirigeants du PS et du PCF s'allient sur Lamirault, représentant des banquiers. La satisfaction des aspirations et revendications ouvrières passe par un gouvernement du PS et du PCF, à l'exclusion des ministres représentants de la bourgeoisie, qui placerait comme premier point de son programme l'abrogation de la Constitution.

Il est clair qu'il y a un lien entre l'accord du PS et du PCF avec Lamirault et l'acceptation de ne pas remettre en cause la Constitution de la V<sup>e</sup> République.

En province : 15 000 manifestants à Toulon, 8 000 à Nice, 2 000 à Cahors, 10 000 à Montpellier, 50 000 à Marseille, 7 000 à Tours, 40 000 à Roubaix, etc.

Sur le Cours de Vincennes où le parti socialiste et la CGT ont appelé à manifester, une foule immense se rassemble, le flot se déverse sans arrêt. On chante l'Internationale et la Jeune Garde, pas la Marseillaise des Versaillais ! Et voici que de la Nation, lieu de rassemblement de la manifestation du PCF et de la CGTU, arrivent les travailleurs communistes, drapeau rouge en tête et chantant l'Internationale. Les deux groupes se font face. Les chants s'éteignent. Silence. Les ouvriers socialistes et communistes qui, depuis de longues années, s'inventent et souvent se battent, vont-ils, cette fois-ci encore, en venir aux coups ?

Laissons la parole à un témoin :

« Il me semble que dans le grand, le tragique silence qui vient de s'établir dans les groupes, qu'autour de ces hommes, l'Europe ouvrière regarde, regarde et attend. »

« Les plus clairvoyants, les plus charnellement attachés à leur classe des militants qui sont la songent que l'occasion est magnifique pour regrouper des forces qu'épuisent les luttes intestines. »

« Chez la plupart des ouvriers, intellectuels, écrivains — car ils sont en grand nombre mêlés à cette masse — je lis cette intense interrogation. »

« Aucun de ceux-là ne sous-estime l'importance de cet instant pour l'avenir du mouvement révolutionnaire français et international, en cette journée qui pourrait être le point de départ d'un magnifique et décisif bond en avant. »

« Mais voici que, rompent enfin cette angoisse, un poing se dresse, non pas pour frapper mais pour sauver par ce geste la volonté de lutte contre l'ennemi commun ; en voici aussitôt dix, cent, mille, des milliers, une forêt de bras qui s'élève, rapide, touffue ; entre le vide qui sépare encore les deux groupes — et qui garde encore une valeur de symbole — une formidable clameur monte, monte sans arrêt, arrachée aux entrailles mêmes de ceux qui scandent avec une sorte de fol sauvage, farouche : UNITE, UNITE D'ACTION ! » (1)

Les deux cortèges se fondent en un seul, répétant sans cesse le même cri : « Unité d'action ! » L'unité a été réalisée à la base comme au sommet.

Le fascisme n'est pas passé. Ce n'est ni au Parlement, ni par des grèves tourmentées, ni en alliance avec les radicaux qui participent au gouvernement Doumergue, que le fascisme a subi un sévère échec.

C'est la grève générale et la manifestation de masse, imposées par le prolétariat et les militants à leurs dirigeants, qui l'ont vaincu.

Biblioteca de Comunicació

(1) Marc Baudouin, « Génération ouvrière des 9 et 10 février 1934. »

12 février 1934

## travailleurs et militants imposent le Front unique ouvrier de la base au sommet

Après la victoire du nazisme en Allemagne (janvier-février 1933), la tentative de détruire par la force le mouvement ouvrier est à l'ordre du jour dans les autres pays d'Europe et particulièrement en France. La crise économique qui n'en finit pas, accompagnée de son cortège de chômeurs, traduit l'impuissance du régime capitaliste. La forme parlementaire de la domination de classe de la bourgeoisie se révèle incapable de contenir les contradictions de classe.

Le 8 février 1934, à l'appel des Ligues d'extrême-droite, des « Croix de feu » du colonel de La Rocque, d'associations d'Anciens Combattants, plusieurs dizaines de milliers de manifestants convergent vers la place de la Concorde, marchant sur le Palais Bourbon où le Par-

Et le 6 février, le PCF ose appeler l'ARAC (Association républicaine des anciens combattants qu'il contrôle) à la manifestation fasciste, au nom du « front unique » des anciens combattants. L'Humanité du 7 février se félicite « de la belle fraternisation qui s'est réalisée ».

Au lendemain du 6 février, les dirigeants de la SFIO lancent un appel aux travailleurs : « Préparez-vous à défendre vos organisations. » Mais aucun mot d'ordre d'action n'est donné.

Or la classe ouvrière comprend que son sort est en jeu. En quelques jours, une lame de fond va imposer l'unité ouvrière aux dirigeants qui n'en voulaient pas. Comment cela s'est-il produit ?

C'est de province que part le mou-

gent des dirigeants l'unité de classe contre le fascisme.

La classe ouvrière se tourne vers ses organisations et exige avec force qu'elles organisent la bataille contre la montée des bandes fascistes.

Mais le 8 février, l'Humanité repousse une proposition de front unique émanant des fédérations socialistes de la Seine et de la Seine-et-Oise, qui évoluent vers la gauche. Les socialistes ont appelé à une manifestation à la République le 9. A cette dernière, les jeunesse socialistes se battent coude à coude avec leurs camarades communistes. Six morts sont relevés parmi les manifestants.

Le 8 février, la CGT a appelé à la grève générale pour le 12 février. Le 9 février, la CGTU s'associe enfin au mot d'ordre. La pression des militants a vaincu les résistances anti-unitaires du sommet. Le 8, le PS appelle à manifester Cours de Vincennes le 12 février. Enfin, le 10 février, le PCF et les JC appellent à la « grève générale active » pour le 12, et à la manifestation.

L'unité pour l'action commune des masses ouvrières a été imposée par l'avant-garde du prolétariat parisien. Ainsi, en dépit des consignes contraires, militants des JC et des JS diffusent ensemble leurs journaux et, dans plusieurs quartiers de Paris, nettoient le pavé de la racaille fasciste.

Le 12 février, la grève générale marque la mobilisation de masse, dans l'action du prolétariat. Toutes les couches, toutes les catégories de la classe ouvrière sont entraînées dans la lutte.

Pas de journaux, pas de distribution postale, pas de téléphone, pas d'autobus, peu de métros. 90 % des postiers font grève dans la région parisienne, 80 % des instituteurs, 70 % des fonctionnaires. Débrayage à 100 % dans les manufactures de l'Etat, dans le Livre. La métallurgie arrête le travail à plus de 80 % et pour la première fois Renault débraye à 50 %.

Quatre millions et demi de travailleurs participent à la grève. Plus d'un million aux manifestations de rue. A Boulainvillers, dans la matinée, les manifestants se heurtent à un barrage de police... La police s'écartera et laisse passer la manifestation.

lement tient séance. Son but est de renverser le gouvernement radical Daladier, d'instaurer un régime « fort ». Si la manifestation ne peut traverser la Seine, Daladier cède devant l'émeute et passe la main au politicien réactionnaire Doumergue dont le ministre de la Guerre n'est autre que Pétain. Avec ce gouvernement bonapartiste imposé par la grande bourgeoisie et les bandes fascistes, la France, après l'Allemagne, est menacée par la peste brune.

Comment la classe ouvrière était-elle en mesure de faire face ?

Plus d'un an après la victoire de Hitler, les dirigeants du PCF continuent à désigner la social-démocratie comme l'ennemi principal « social-fasciste ». Le 3 février 34, l'Humanité écrit qu'il « est inadmissible que, parfois, des membres du Parti aident inconsciemment à la diffusion des journaux sociaux-démocrates ».



La puissante manifestation unitaire du 12 février 1934.

vement vers l'unité agissante. A Lille, où une manifestation fasciste devait, le 6 février, répondre à celle de Paris, ouvriers socialistes et communistes passent outre aux directives des sommets, chassent en commun les bandes du grand capital. De Carmaux, la cité minière, de Bordeaux, de Grenoble, montent des appels à l'unité et à l'action. Dans le Nord, des ouvriers réquisitionnent des camions, se rendent aux sièges de la SFIO et du PCF pour demander s'ils doivent marcher sur Paris. Les travailleurs, à la base, réalisent l'unité. Ils comprennent que celle-ci ne peut être garantie que par l'unité des organisations.

Dans la journée du 7 février, à Paris et en province, les sièges du PCF, de la SFIO, de la CGT (alors dirigée par les réformistes) et de la CGTU (contrôlée par le PCF) sont assaillis de coups de téléphone, de télégrammes exigeant l'action unité. La base, les militants exi-